

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES

PROCÈS-VERBAUX DU SÉNAT

SESSION DE 1869

1917

1917

1917

1917

TABLE.

NAPOLÉON III (Sa Majesté l'Empereur). — Réponse de Sa Majesté au Sénat, à l'occasion du 1^{er} janvier, t. 1, p. 5.
— Discours de Sa Majesté à l'ouverture de la session de 1868, t. 1, p. 12.

A

Aliénés.

1. — Pétition présentant diverses modifications à introduire dans la loi de 1838, sur les aliénés. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 74. — Ordre du jour.

2. — Pétitions réclamant contre des internements dans des établissements d'aliénés. — Rapports par M. Suin, t. 1, p. 712, 714. — Discussion : MM. le vicomte de Barral, p. 720, 724 ; le rapporteur, p. 722. — Ordre du jour.

Allumettes. — Pétition réclamant la réglementation de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 36. — Discussion : M. le vicomte de Barral, p. 41. — Ordre du jour.

Apiculture. — Pétition réclamant contre des règlements qui nuisent au développement de la culture des abeilles. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 314. — Renvoi au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Appel du contingent. — Loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 2, p. 21. — Rapport par M. le général comte de La Ruë, t. 2, p. 182. — Discussion : MM. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, p. 187 ; Michel Chevalier, p. 202 ; Rouland, p. 213 ;

Larabit, p. 213 ; S. Ex. le maréchal Niel, *ministre de la guerre*, p. 220. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 235.

ARISTE (M. D'). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 22.

Armes. — Pétition demandant l'abolition de l'affermagé à un entrepreneur particulier des manufactures impériales d'armes. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 2, p. 159. — Ordre du jour.

AUDIFFRET (M. le marquis D'). — Est nommé : président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33 ; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 2, p. 366. — Dépose des rapports : sur le règlement du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1868, t. 3, p. 48 ; — sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1870, t. 3, p. 250. — Fait un rapport sur quatre lois relatives : 1^o aux suppléments de crédits de l'exercice 1868 et de l'exercice 1869 ; 2^o à l'ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 912 000 fr., applicable aux dépenses de l'enseignement primaire ; 3^o à la fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1870 ; 4^o à la fixation du budget des recettes et des dépenses extraordinaires du même exercice, t. 3, p. 347. — Est entendu : sur des pétitions relatives à la réorganisation des caisses d'épargne, t. 1, p. 439, 460 ; — en comité secret, sur une proposition relative à l'installation d'une imprimerie au Luxembourg pour faciliter aux Sénateurs la révision de leurs discours, t. 3, p. 469.

Avancement. — Pétition demandant que l'avancement dans les carrières civiles soit réglé par la loi. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 153. — Ordre du jour.

Aveugles et sourds-muets. — (*Voy.* Sourds-muets.)

Avocats. — Pétitions réclamant l'abrogation de l'article 311 du Code d'instruction criminelle et de l'article 35 du décret du

6 juillet 1810 concernant : le premier, l'avertissement à donner par le président des cours d'assises au conseil de l'accusé de ne rien dire contre sa conscience et contre le respect dû aux lois ; le second, la prescription faite aux premiers présidents de cours impériales de recevoir le renouvellement du serment des avocats présents à l'audience solennelle de rentrée. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 66. — Ordre du jour.

B

BARBIER (M.). — Nommé Sénateur par décret du 18 mars 1869. — Prête serment et est admis, t. 2, p. 30. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 101 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 334.

BAROCHE (S. Ex. M.), *garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes*. — Est chargé, par délégation spéciale, de représenter le Gouvernement devant le Sénat, pendant la session de 1869, t. 1, p. 24. — Son discours aux obsèques de S. Ex. le premier président Troplong, t. 1, p. 301.

BARRAL (M. le vicomte DE). — Est nommé : vice-président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3 ; — vice-président du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 350. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer, t. 2, p. 4 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 353 ; t. 3, p. 173. — Fait un rapport sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 420. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 132, 140. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition relative à la réorganisation des gardes-champêtres, t. 1, p. 136 ; — sur des pétitions relatives aux aliénés, t. 1, p. 720, 724 ; — sur une pétition relative à la fabrication et à la vente des allumettes, t. 2, p. 41.

BARROT (M. ADOLPHE). — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32.

BARROT (M. FERDINAND), *l'un des grands dignitaires du Sénat, grand-référendaire*. — Est nommé : vice-président du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323 ; — vice-président du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 2. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver les traités passés entre la ville de Paris et la société du Crédit foncier de France, au sujet du remboursement : 1^o d'une somme de 398 440 040 fr. 24 c. ; 2^o d'une somme de 67 335 135 fr. 68 c. dues par la ville de Paris pour l'exécution de travaux d'utilité publique, t. 1, p. 422 ; — de la commission chargée d'examiner la loi qui divise en deux circonscriptions de justice de paix le canton de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), t. 2, p. 404. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 95. — Est entendu, en comité secret, sur des propositions relatives à la publicité des comptes rendus des séances du Sénat, et à l'installation d'une imprimerie au Luxembourg pour faciliter aux Sénateurs la révision de leurs discours, t. 3, p. 467.

BATAILLE (M.), *conseiller d'Etat*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 2, p. 393, 404, 496 ; t. 3, p. 263 ; — de lois concernant des échanges d'immeubles, t. 3, p. 274.

BAYLE-MOUILLARD (M.), *conseiller d'Etat*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi qui crée un chef-lieu de justice de paix à la Seyne (Var), t. 3, p. 271.

BEARN (M. Le comte DE). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau Sénateur, t. 2, p. 2. — Fait un rapport de pétition, t. 3, p. 289.

BEMIC (M.), *l'un des vice-secrétaires*. — Est élu vice-secrétaire pour la session de 1869, t. 1, p. 24. — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver les traités passés entre la ville de Paris et la société du Crédit

foncier de France, au sujet du remboursement : 1° d'une somme de 398 440 040 fr. 24 c.; 2° d'une somme de 67 335 155 fr. 68 c., dues par la ville de Paris pour l'exécution de travaux d'utilité publique, t. 1, p. 422; — de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 4; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1865, t. 2, p. 100. — Fait un rapport de pétition, t. 1, p. 530. — Est entendu : sur des pétitions relatives à la réorganisation des caisses d'épargne, t. 1, p. 460; — dans un incident relatif à une demande d'impression de son rapport sur une pétition réclamant le déclassement des routes impériales, t. 1, p. 544, 545; — sur une pétition relative aux fraudes qui se commettent sur les graines de vers à soie importées du Japon, t. 2, p. 417, 519; — sur une pétition relative à l'établissement de succursales des caisses d'épargne dans les bureaux de poste, t. 2, p. 424.

BESSON (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 43, 59, 417.

Bienfaisance. — Pétition soumettant au Sénat les statuts d'une société générale de bienfaisance, qui aurait pour résultat l'extinction du paupérisme. — Rapport par M. Revel, t. 1, p. 627. — Ordre du jour.

BLANCHE (M. ALFRED), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi autorisant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 106, 281.

BOINVILLIERS (M.). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 22. — Fait un rapport au nom de cette commission, t. 1, p. 23. — Est nommé membre de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33. — Fait un rapport de pétitions, t. 1, p. 235. — Est entendu : comme rapporteur, sur des pétitions relatives à la réorganisation des caisses d'épargne, t. 1, p. 444, 469. — Demande l'ajournement de la discussion sur des pétitions relatives aux droits de succes-

sion, t. 1, p. 611. — Est entendu : sur une pétition présentant des moyens propres à remédier à l'insuffisance du mode de publicité des débats législatifs, t. 1, p. 702; — sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 92, 216; — dans un incident sur la priorité à accorder pour le vote, aux conclusions de la commission ou au renvoi au Gouvernement demandé sur les pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 239.

BONAPARTE (S. A. le prince **LOUIS-LUCIEN**). — Assiste à la réception du Sénat aux Tuileries, à l'occasion du 1^{er} janvier, t. 1, p. 4.

BONIEAN (M. le président). — Fait un rapport de pétition, t. 1, p. 280.

BONNECHOSE (S. Ém. le cardinal **DE**). — Est nommé président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323.

BOSREDON (M. **DE**), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi relative à la place du Roi-de-Rome et à l'aliénation de terrains retranchés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 454; — de lois d'intérêt local, t. 3, p. 45; — des lois de finances, t. 3, p. 346, 490; — de la loi relative aux dépenses des enfants assistés, t. 3, p. 409.

BOUDET (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, premier vice-président*. — Siége, comme président, depuis le 19 février. — Est nommé : vice-président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — vice-président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 322; — président du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3; — vice-président du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33. — Annonce : les décès de S. Ex. l'amiral Charner et de M. le marquis de Moustier, et exprime les regrets du Sénat, t. 1, p. 234, 333; — le décès de S. Ex. le premier président Troplong et propose, comme témoignage de la douleur du Sénat, de lever immédiatement la séance, et de ne se réunir de nouveau qu'après les funérailles, t. 1, p. 293, 296. — Son discours, aux obsèques de M. le Président, t. 1, p. 310. — Ses observations : dans la discussion sur des pétitions relatives

à la réorganisation des caisses d'épargnes, t. 1, p. 433; — dans un incident relatif à une demande d'impression d'un rapport de M. Béhic sur une pétition réclamant le déclassement des routes impériales, t. 1, p. 544, 545; — dans la discussion sur une pétition relative aux pièces de monnaie dont l'effigie a été méchamment détériorée, t. 1, p. 639. — Annonce : que des pétitions ayant pour objet des modifications à la Constitution lui ont été transmises par la 1^{re} commission, et qu'elles seront, conformément au décret du 5 février 1867, renvoyées à l'examen des bureaux, t. 2, p. 28; — que ces pétitions sont considérées comme non avenues, t. 2, p. 101; — le décès de M. le marquis de Laborde, et exprime les regrets du Sénat, t. 2, p. 30. — Est entendu : sur l'application du règlement en ce qui concerne l'ajournement d'une discussion, t. 2, p. 488 à 493; — dans un incident sur l'ajournement, demandé au nom du Gouvernement, de la discussion sur les pétitions relatives aux droits de succession, t. 2, p. 498 à 502; — dans des incidents sur la priorité à accorder dans le vote, à l'ordre du jour, ou au renvoi au Gouvernement demandé au courant de la discussion par des Sénateurs, ou bien à la proposition de la commission, t. 2, p. 521, 522; t. 3, p. 239 à 248; — dans un incident sur une demande tendant à mettre à l'ordre du jour des rapports de pétitions appartenant aux sessions antérieures, t. 2, p. 546; — en comité secret, sur des propositions relatives à la publicité des comptes rendus des séances du Sénat et à l'installation d'une imprimerie au Luxembourg pour faciliter aux Sénateurs la révision de leurs discours, t. 3, p. 483; — dans un incident sur le mode adopté pour la discussion et le vote des lois de finances, t. 3, p. 504 à 505, 589.

BOUËT-WILLAUMEZ (M. le vice-amiral comte), *l'un des vice-secrétaires*. — Est élu vice-secrétaire pour la session de 1869, t. 1, p. 24. — Est nommé : secrétaire du 3^e bureau 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 323; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 580; t. 2, p. 180, 260, 532; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de

modifier la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer, t. 2, p. 4; — de la commission chargée d'examiner la loi créant, dans l'arrondissement de Toulon (Var), un nouveau canton de justice de paix, dont le chef-lieu est fixé à la Seyne, t. 3, p. 171. — Fait des rapports : sur la loi relative aux pensions de l'armée de mer, t. 2, p. 143; — sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 393. — Fait un rapport de pétition, t. 3, p. 317. — Est entendu : sur la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 187; — sur des lois relatives à des surtaxes d'octrois dans le département du Finistère, t. 2, p. 388.

Boulangerie. — Pétition d'un ancien entrepositaire des approvisionnements de la boulangerie à Metz, qui demande réparation du préjudice que lui aurait causé le décret de 1862, portant suppression des réserves de la boulangerie. — Rapport par M. le baron de Geiger, t. 3, p. 320. — Ordre du jour.

BOULAY DE LA MEURTHE (M. le comte). — Est nommé : vice-président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — secrétaire du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 2; — président du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 324, 580, 673; t. 2, p. 180, 260; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1865, t. 2, p. 100; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 2, p. 366; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 447; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 172. — Fait des rapports : sur des lois d'intérêt local, t. 1, p. 339, 687; t. 2, p. 32, 404; — sur le projet de sénatus-consulte autorisant la remise au domaine de l'État des terrains et constructions affectés à l'ancienne manufacture de Sèvres, t. 3, p. 31; — sur des lois concernant des échanges d'immeubles, t. 3, p. 274. — Est entendu : sur une pétition relative à l'établissement de succursales des caisses d'épargne dans les bureaux de

poste, t. 2, p. 425; — sur une pétition réclamant l'expulsion des jésuites, t. 3, p. 333, 340.

BOUREUILLE (M. DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération sur les lois de finances, t. 3, p. 346, 491.

Braconnage. — Pétitions relatives à la répression du braconnage. — (*Voy. Chasse.*)

BRENIER (M. le baron). — Est nommé : vice-secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — secrétaire du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 551. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 325; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 367; — de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 551. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 428. — Est entendu : sur une pétition relative à l'établissement de succursales des caisses d'épargne dans les bureaux de poste, t. 2, p. 421, 423. — Demande l'ajournement de la discussion sur la loi réglant la compétence de la cour impériale de Saïgon, t. 2, p. 485. — Est entendu dans un incident sur une demande d'ajournement, formée au nom du Gouvernement, de la discussion sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 2, p. 498 à 502. — Demande la mise à l'ordre du jour d'un certain nombre de pétitions appartenant aux sessions antérieures, t. 2, p. 536 à 547. — Est entendu, en comité secret, sur les moyens qu'il propose pour assurer une plus grande publicité aux comptes rendus des séances du Sénat, t. 3, p. 461, 481.

Budget général de l'État.

1. — Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1865, t. 2, p. 5. — Rapport par M. le procureur général comte de Casabianca, t. 2, p. 397. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 403.

2. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes ordinaires de l'exercice 1870, t. 3, p. 110. — Loi portant fixation du budget des recettes et dépenses extraordinaires du même exercice, t. 3, p. 254. — Rap-

port par M. le marquis d'Audiffret, t. 3, p. 347. — Discussion : (*Algérie*), M. le général Daumas, t. 3, p. 490. — Incident sur le mode adopté pour la discussion et le vote sur les lois de finances : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, le Président et le baron Dupin, p. 504 à 505 ; le Président, p. 589. — Reprise de la discussion : (*Finances, industrie, commerce, agriculture*), MM. Rouland, p. 505 ; Michel Chevalier, p. 527 ; Hubert-Delisle, p. 533. — (*Affaires étrangères; Rome et l'Italie*) : M. le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 567 ; S. Ex. le marquis de Lavalette, *ministre des affaires étrangères*, p. 581. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 592.

Budget intérieur du Sénat.

1. — Dépôt, par M. le marquis d'Audiffret, du rapport de la commission de comptabilité sur le règlement du budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1866, t. 3, p. 48. — Formation du Sénat en comité secret pour la délibération sur ce rapport, t. 3, p. 460, 488. — Discussion : MM. le baron Brenier, p. 464, 484 ; de Maupas, p. 465, 469 ; Ferdinand Barrot, *grand-référendaire*, p. 467 ; le Rapporteur, p. 469 ; le maréchal Vaillant, *ibid.* ; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 470 ; le marquis de Chasseloup-Laubat, p. 474 ; Chaix d'Est-Ange, *sénateur-secrétaire*, p. 476 ; le Président, p. 483. — Adoption de l'arrêté de la commission, p. 488.

2. — Dépôt, par M. le marquis d'Audiffret, du rapport de la commission de comptabilité sur le projet de budget des dépenses du Sénat pour l'exercice 1870, t. 3, p. 250. — Formation du Sénat en comité secret et discussion (*Voy. ci-dessus, n° 1*). — Adoption de l'arrêté de la commission, t. 3, p. 489.

Bureau du Sénat. — Formation du bureau provisoire, t. 1, p. 20. — Élection des secrétaires et vice-secrétaires pour l'année 1869, t. 1, p. 24.

Bureaux du Sénat. — Leur formation, par la voie du tirage au sort, t. 1, p. 22 ; — 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — 1^{er} renouvellement des bureaux, t. 1, p. 234 ; — 2^e organisation ; t. 1, p. 322. — 2^e renouvellement, t. 1,

p. 682; — 3^e organisation, t. 2, p. 2. — 3^e renouvellement, t. 2, p. 453; — 4^e organisation, t. 2, p. 550.

Bureaux de placement. — Pétitions réclamant l'organisation, sous le patronage du Gouvernement, de bureaux de placement pour les domestiques. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 642. — Ordre du jour.

BUSSIÈRE (M. le baron DE), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 48, 49.

BUTENVAL (M. le comte DE). — Est nommé : secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 423; — secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 4; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 101, 553. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 118. — Fait un rapport sur quatre lois d'intérêt local, t. 2, p. 271. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant l'enseignement de la doctrine protectionniste dans certaines chaires d'économie politique, t. 4, p. 387; — sur des pétitions relatives à la réorganisation des caisses d'épargne, t. 1, p. 432, 436, 483. — Demande l'impression d'un rapport de M. Béhic sur une pétition réclamant le déclassement des routes impériales, t. 1, p. 543. — Est entendu : sur une pétition réclamant contre un arrêté du maire du Mans relatif à l'ouverture d'un café-concert, t. 1, p. 557, 570; — sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 179.

G

Cadastré. — Pétition demandant la modification du régime cadastral. — (*Voy.* Hypothèques, n^o 2).

Cafés-concerts. — Pétition réclamant contre un arrêté du maire du Mans qui interdit l'ouverture d'un café-concert les jours de spectacle au théâtre de la ville. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 554. — Discussion : MM. le comte de Butenval, p. 557, 570; le Rapporteur, p. 566; Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 570. — Ordre du jour.

Caisses d'amortissement et des dépôts et consignations. — Lecture, par M. Rouland, sénateur, président de la commission de surveillance, du rapport de cette commission sur la situation des caisses au 31 décembre 1868, t. 2, p. 362.

Caisses d'épargne.

1. — Pétitions relatives au développement et à la réorganisation des caisses d'épargne en France. — Rapport par M. Boinvilliers, t. 1, p. 235. — Discussion : MM. Gouin, t. 1, p. 391, 458; le baron Dupin, p. 396, 464, 472; Michel Chevalier, p. 422; le comte de Butenval, p. 432, 436, 483; Lefebvre-Durullé, p. 434; le Président, p. 435; le marquis d'Audiffret, p. 439, 460; le Rapporteur, p. 441, 469; Béhic, p. 460; Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, p. 473. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. — Pétition réclamant l'établissement de succursales des caisses d'épargne dans les bureaux de poste. — Rapport par M. de Marnas, t. 2, p. 419. — Discussion : MM. le baron Brenier, p. 421, 423; le Rapporteur, p. 422; Béhic, p. 424; le comte Boulay de la Meurthe, p. 425. — Ordre du jour.

CAMBACÉRÈS (M. le duc de). — Est nommé président du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 674; t. 2, p. 351; — de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 3; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer du Nord, t. 3, p. 170; — de la commission chargée d'examiner la loi portant création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire, t. 3, p. 262.

CANROBERT (S. Ex. le maréchal). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée d'examiner la constitutionnalité d'un décret nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 22.

CARRELET (M. le général comte). — Est nommé vice-président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1867, t. 2, p. 100.

CASABIANCA (M. le procureur général comte DE). — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 324 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1865, t. 2, p. 100. — Fait un rapport sur cette loi, t. 2, p. 397.

Cathédrale de Rouen. — Pétition du sieur Youf réclamant l'expropriation immédiate de deux maisons qui doivent être démolies pour le dégagement de la cathédrale de Rouen. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 90. — Observations de M. le baron Ernest Leroy, p. 92. — Ordre du jour.

CÉCILLE (M. le vice-amiral comte). — Est nommé : président du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi attribuant à la cour impériale de Saïgon les appels des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 1, p. 674 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 100 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 4 et 5 d'une convention relative à la concession de plusieurs chemins de fer à exécuter dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, t. 2, p. 171.

Cessions.

1. — Loi ayant pour objet d'approuver une cession réciproque de terrains entre l'État et la ville de Valence (Drôme), t. 1, p. 230. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 346. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 350.

2. — Loi ayant pour objet la cession d'un immeuble domanial à la ville de Toulouse (Haute-Garonne), t. 1, p. 231. — Rapport par le comte Boulay de la Meurthe, t. 1, p. 339. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 342.

CHABANNES (M. le vice-amiral vicomte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 322, 485. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 324. — Fait un rapport de pétition, t. 2, p. 35.

CHAIX D'EST-ANGE (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, secrétaire.* — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 323 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 552 ; — de la commission chargée d'examiner la loi attribuant à la cour impériale de Saïgon les appels des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 1, p. 674. — Fait un rapport sur cette loi, t. 2, p. 476. — Fait un rapport sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 40. — Est entendu : dans un incident sur l'impression du rapport de M. Bébic concernant une pétition réclamant le déclassement des routes impériales, et demande cette impression, t. 1, p. 544, 545 ; — dans un incident sur la priorité à accorder, pour le vote, à l'ordre du jour demandé ou à la proposition d'une commission, t. 2, p. 522 ; — en comité secret, sur des propositions relatives à la publicité des comptes rendus des séances du Sénat, et à l'installation d'une imprimerie au Luxembourg pour faciliter aux Sénateurs la révision de leurs discours, t. 3, p. 476. — Présente le compte rendu annuel du service des pétitions, t. 3, p. 592.

CHAMBLAIN (M.), *conseiller d'État.* — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1869, t. 1, p. 21. — Assiste, en la même qualité, à la délibération de la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 182. — Est entendu sur une pétition

présentant des moyens propres à remédier à l'insuffisance du mode de publication des débats législatifs, t. 1, p. 702.

CHANTÉRAC (M. le comte DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 45, 174, 417.

CHARNER (S. Ex. l'amiral). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 155. — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 234, et exprime les regrets du Sénat, p. 336.

CHASSAIGNE-GOYON (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 59.

Chasse.

1. — Pétition demandant la modification de la loi sur la chasse, en ce qui concerne la propriété du gibier. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 281. — Dépôt au bureau des renseignements.

2. — Pétition réclamant contre l'extension du braconnage. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 286. — Renvoi au ministre de l'intérieur.

3. — Pétition se plaignant de la destruction du gibier, et proposant des moyens de répression du braconnage. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 286. — Ordre du jour.

4. — Pétition réclamant l'abaissement à 5 fr. du taux du permis de chasse. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 287. — Ordre du jour.

CHASSELOUP-LAUBAT (M. le marquis DE). — Est nommé : président du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3 ; — président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver les traités passés entre la ville de Paris et la société du Crédit foncier de France, au sujet du remboursement : 1^o d'une somme de 398 440 040 fr. 24 c. ; 2^o d'une somme de 67 333 153 fr. 68 c., dues par la ville de Paris pour l'exécution de tra-

vaux d'utilité publique, t. 1, p. 422. — Est entendu : dans un incident sur la priorité à accorder pour le vote, aux conclusions de la commission ou au renvoi au Gouvernement demandé, sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 242 ; — en comité secret, sur une proposition relative à l'installation d'une imprimerie au Luxembourg pour faciliter aux Sénateurs la révision de leurs discours, t. 3, p. 474.

CHASSIRON (M. le baron DE). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 25.

Chemins de fer.

1. — Loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics et la compagnie des chemins de fer du Nord, t. 3, p. 6. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 406. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 409.

2. — Loi approuvant les articles 3, 4 et 5 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs Mangini, relativement à la concession d'un chemin de fer de Lyon à Montbrison, t. 3, p. 15. — Rapport par M. de Marnas, t. 3, p. 267. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 269.

3. — Loi approuvant les articles 4 et 5 d'une convention relative à la concession de plusieurs chemins de fer à exécuter dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, t. 3, p. 18. — Rapport par M. Quentin Bauchart, t. 3, p. 270. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 271.

Chemins de fer.

1. — Pétition de quatre-vingt-dix habitants de Marseille qui sollicitent la réduction du prix de transport de la houille sur les chemins de fer, lequel serait fixé à 2 cent. par tonne et par kilomètre. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 36. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant la mise en vente à prix réduit,

par les compagnies de chemins de fer, de livrets contenant tous les renseignements nécessaires aux expéditeurs. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 631. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant l'intervention du Gouvernement en faveur des intérêts français engagés dans l'entreprise des chemins de fer romains. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 2, p. 432. — Ordre du jour.

CHEVALIER (M. MICHEL). — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 674 ; t. 2, p. 551 ; — de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 4. — Est entendu : sur une pétition réclamant l'enseignement de la doctrine protectionniste dans certaines chaires d'économie politique, t. 1, p. 356, 370, 376 ; — sur des pétitions relatives à la réorganisation des caisses d'épargne, t. 1, p. 422 ; — sur une pétition réclamant le retrait de la circulation des pièces de monnaie dont l'effigie a été méchamment détériorée, t. 1, p. 633. — Demande l'ajournement de la délibération sur une pétition concernant la situation actuelle de la culture du tabac dans le département du Nord, t. 2, p. 154. — Est entendu : sur la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 202 ; — sur les lois de finances, t. 3, p. 327.

CHEVREAU (M. HENRI). — Est appelé au bureau pour siéger, en qualité de secrétaire provisoire, à la séance du 19 janvier, t. 1, p. 19.

Cimetière. — Pétition réclamant la fermeture du cimetière de la commune de Dunes, et l'ouverture d'un nouveau cimetière. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 43. — Ordre du jour.

Circonscriptions administratives de la France (Pétition réclamant le remaniement des). — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 641. — Ordre du jour.

Circonscriptions territoriales (Changements de).

1. — Loi ayant pour objet de réunir au canton de Fréjus, arrondissement de Draguignan (Var), la commune des Adrets-de-Montauroux, distraite du canton de Fayence

(même arrondissement), t. 1, p. 231. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 1, p. 339. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 342.

2. — Loi portant division en deux circonscriptions de justice de paix du canton de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), t. 2, p. 4. — Rapport par M. de Mentque, t. 2, p. 236. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 237.

3. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte, sous le nom des Guerreaux, des portions de territoire distraites des communes de Saint-Agnan, la Motte-Saint-Jean et Neuvy (Saône-et-Loire), t. 2, p. 451. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte, sous le nom de le Sourn, des portions de territoire distraites des communes de Guern, Bieuzy, Napoléonville et Malgüénac (Morbihan), t. 2, p. 452. — Rapport par M. Corta, t. 3, p. 43. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 44.

4. — Loi tendant à fixer une nouvelle délimitation des communes d'Omécourt (canton de Formerie), et de Loueuse (canton de Songeons), département de l'Oise, t. 2, p. 526. — Loi portant création, dans l'arrondissement de Villefranche, d'un nouveau canton de justice de paix dont le chef-lieu est fixé à Amplepuis (Rhône), t. 2, p. 533. — Loi ayant pour objet de réunir à la commune de Laqueuille (Puy-de-Dôme), les hameaux dits les Terrisses, Chez-Jamet, les Roussières et Chez-Giraud, distraits de la commune de Saint-Julien-Puy-Lavèze (même département), t. 2, p. 534. — Rapport par M. de Marnas, t. 3, p. 59. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 62.

5. — Loi ayant pour objet d'ériger en commune distincte, sous le nom de la Gleygeolle, des portions de territoire distraites des communes de Noailhac, de Serilhac et de Meyssac (Corrèze), t. 2, p. 560. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 3, p. 263. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 266.

6. — Loi portant création, dans l'arrondissement de Toulon (Var), d'un nouveau canton de justice de paix dont

le chef-lieu est fixé à la Seyne, t. 3, p. 164. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 271. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 273.

CLARY (M. le comte FRANÇOIS). — Est nommé secrétaire du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323. — Est nommé membre de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 551.

Coalitions. — Pétition réclamant l'interdiction aux étrangers du droit de faire partie des commissions chargées de régler les différends entre patrons et ouvriers. — Rapport par M. le comte de Sarlignes, t. 2, p. 44. — Ordre du jour.

Code de procédure civile. — Pétition réclamant la prompte révision du Code de procédure, en ce qui touche les ventes de biens de mineurs. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 238. — Ordre du jour.

Code d'instruction criminelle. — Pétitions relatives à des modifications au serment des avocats. — (*Voy. Avocats.*)

Code Napoléon.

1. — Pétition exposant les difficultés auxquelles donne lieu l'interprétation des articles 217 et 1449 du Code Napoléon, qui déterminent la capacité de la femme séparée de corps ou de biens, relativement à l'aliénation de ses biens meubles ou immeubles, et proposant de nommer à la femme un curateur pouvant l'assister dans ce cas particulier. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 97. — Ordre du jour.

2. — Pétitions réclamant la modification de l'article 1094 du Code Napoléon, qui permet à l'époux de donner à son conjoint l'usufruit de la réserve des ascendants — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 103. — Ordre du jour.

3. — Pétition réclamant l'admission de la recherche de la maternité dans le cas d'une possession d'état publique. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 77. — Ordre du jour.

4. — Pétition réclamant la modification de l'article 62, en ce sens que la reconnaissance et la légitimation des enfants naturels seraient faites par voie de rectification de l'acte

de naissance et non plus par une mention en marge de cet acte. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 87. — Ordre du jour.

5. — Pétition demandant que les articles 208 et suivants du Code Napoléon relatifs aux aliments, soient appliqués à tout homme qui aurait eu des relations avec une femme à l'époque de la conception d'un enfant. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 91. — Ordre du jour.

6. — Pétition demandant : 1° la modification du Code Napoléon, en ce sens que la recherche de la paternité serait autorisée et que le séducteur serait obligé d'épouser la fille séduite, ou de la doter s'il est marié; 2° que l'adultère du mari soit puni et le concubinage prohibé. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 93. — Ordre du jour.

Comité secret. — Formation du Sénat en comité secret, pour délibérer sur son budget intérieur, t. 3, p. 460, 488.

Commissions nommées pendant la session de 1869.

Première commission des pétitions, t. 1, p. 33.

Deuxième commission des pétitions, t. 1, p. 323.

Troisième commission des pétitions, t. 2, p. 3.

Quatrième commission des pétitions, t. 2, p. 581.

1. — Commission de comptabilité, t. 1, p. 33.

2. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives : 1° à un changement de circonscriptions territoriales (Var); 2° à la cession d'un immeuble domanial à la ville de Toulouse (Haute-Garonne); 3° à un emprunt par la ville de Nice (Alpes-Maritimes), t. 1, p. 324.

3. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à une cession réciproque de terrains entre l'État et la ville de Valence (Drôme); 2° à un échange de terrains entre l'État et la ville de Versailles (Seine-et-Oise), t. 1, p. 324.

4. — Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver les traités passés entre la ville de Paris et la société du Crédit foncier de France, au sujet du remboursement : 1° d'une somme de 398 440 040 fr. 24 c.; 2° d'une somme de 67 335 135 fr. 68 c. dues par la ville

de Paris pour l'exécution de travaux d'utilité publique, t. 1, p. 422.

5. — Commission chargée d'examiner quatre lois relatives : 1° à un emprunt par le département de la Meurthe ; 2° à un emprunt et à une imposition par la ville de Rouen (Seine-Inférieure) ; 3° à des prorogations de surtaxes aux octrois des communes du Havre (Seine-Inférieure), et d'Ouessant (Finistère), t. 1, p. 380.

6. — Commission chargée d'examiner la loi attribuant à la cour impériale de Saïgon les appels des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 1, p. 674.

7. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à une imposition extraordinaire par le département de la Creuse ; 2° à une prorogation de surtaxe à l'octroi de la commune de Plouarzel (Finistère), t. 1, p. 674.

8. — Commission chargée d'examiner la loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et la ville de Paris, au sujet de la place du Roi-de-Rome, et autorisant l'aliénation de terrains domaniaux détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 4.

9. — Commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer, t. 2, p. 4.

10. — Commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1865, t. 2, p. 100.

11. — Commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, pour le recrutement des armées de terre et de mer, t. 2, p. 100.

12. — Commission chargée d'examiner la loi qui divise en deux circonscriptions de justice de paix le canton de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), t. 2, p. 104.

13. — Commission chargée d'examiner quatre lois relatives : 1° à un emprunt par la ville de Tourcoing

(Nord); 2° à une imposition extraordinaire par le département des Pyrénées-Orientales; 3° à des prorogations de surtaxes aux octrois des communes de la Martyre (Finistère), et de Nantes (Loire-Inférieure), t. 2, p. 101.

14. — Commission chargée d'examiner cinq lois relatives à un emprunt par le département du Tarn et à des prorogations de surtaxes aux octrois des communes de Kernilis, de Loc-Maria-Plouzané, de Ploaré et de Ploudiry (Finistère), t. 2, p. 180.

15. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plonéour-Lanvern (Finistère); 2° à l'établissement d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plougonven (Finistère), t. 2, p. 260.

16. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux suppléments de crédits de l'exercice 1868 et de l'exercice 1869, t. 2, p. 366.

17. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives à une imposition extraordinaire par le département de l'Allier et à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Loperhet (Finistère), t. 2, p. 367.

18. — Commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 447.

19. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives à une imposition par le département du Pas-de-Calais et à des emprunts par les villes de Montpellier (Hérault), et de Roubaix (Nord), t. 2, p. 551.

20. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à la prorogation de la surtaxe établie à l'octroi de la commune de Plogastel-Saint-Germain (Finistère); 2° à l'autorisation de la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plouzané (Finistère), t. 2, p. 552.

21. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à l'érection en commune distincte, sous le nom de le Sourn, des portions de territoire distraites des communes de Guern, Bieuzy, Napoléonville et Malguénac

(Morbihan) ; 2° à l'érection en commune distincte, sous le nom des Guerreaux, des portions de territoire distraites des communes de Saint-Agnan, la Motte-Saint-Jean et Neuvy (Saône-et-Loire), t. 2, p. 552.

22. — Commission chargée d'examiner neuf lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires par les départements des Alpes-Maritimes, de l'Aude, de l'Aveyron, des Basses-Alpes, de la Haute-Savoie, des Landes, de l'Orne et du Var, et par la ville de Colmar (Haut-Rhin), t. 2, p. 553.

23. — Commission chargée d'examiner trois lois relatives : 1° à la création, dans l'arrondissement de Villefranche, d'un nouveau canton de justice de paix, dont le chef-lieu est fixé à Amplepuis (Rhône) ; 2° à la réunion à la commune de Laqueuille (Puy-de-Dôme) des hameaux dits les Terrisses, Chez-Jamet, les Roussières et Chez-Giraud, distraits des communes de Saint-Julien-Puy-Lavèze (même département) ; 3° à une nouvelle délimitation des communes d'Omécourt et de Loueuse (Oise), t. 3, p. 553.

24. — Commission chargée d'examiner six lois relatives à des emprunts et à des impositions extraordinaires par les départements des Alpes-Maritimes, de l'Ariège, de la Corrèze, des Deux-Sèvres, des Hautes-Pyrénées, et par la ville de Castres (Tarn), t. 3, p. 5.

25. — Commission chargée d'examiner deux lois relatives : 1° à la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Bohars (Finistère) ; 2° à l'érection en commune distincte, sous le nom de la Gleygeolle, des portions de territoire distraites des communes de Noailhac, de Serilhac et de Meyssac (Corrèze), t. 3, p. 5.

26. — Commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer du Nord, t. 3, p. 170.

27. — Commission chargée d'examiner une loi approuvant les articles 3, 4 et 5 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux

publics, et les sieurs Mangini, relativement à la concession d'un chemin de fer de Lyon à Montbrison, t. 3, p. 170.

28. — Commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 4 et 5 d'une convention relative à la concession de plusieurs chemins de fer à exécuter dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, t. 3, p. 171.

29. — Commission chargée d'examiner la loi créant, dans l'arrondissement de Toulon (Var), un nouveau canton de justice de paix, dont le chef-lieu est fixé à la Seyne, t. 3, p. 171.

30. — Commission chargée d'examiner la loi relative aux dépenses du service des enfants assistés, t. 3, p. 172.

31. — Commission chargée d'examiner quatre lois relatives à des échanges de terrains entre l'État et : 1° la dame de Beaucaire-Murolle (Allier); 2° le sieur Lagneaux (Ardennes); 3° le sieur Cau (Haute-Garonne); 4° le sieur Bessard-Duparc (Loire-Inférieure), t. 3, p. 172.

32. — Commission chargée d'examiner quarante-deux lois relatives : 1° à des emprunts et à des impositions extraordinaires par les départements de l'Ain, de l'Aisne (2 projets), de l'Ardèche (2 projets), des Ardennes, de l'Aube, des Basses-Pyrénées, des Bouches-du-Rhône, du Cantal, de la Charente-Inférieure, du Cher, de la Corse (2 projets), de la Creuse, de l'Eure, de la Gironde, de la Haute-Vienne, de l'Hérault, de l'Indre, de Loir-et-Cher, de la Loire, de la Loire-Inférieure, du Loiret, du Lot, de Lot-et-Garonne, de la Mayenne (2 projets), du Rhône, de la Savoie, de la Vienne, des Vosges, et par les villes de Cannes (Alpes-Maritimes), de Colmar et de Mulhouse (Haut-Rhin), de Nîmes (Gard) et de Périgueux (Dordogne); 2° à une cession par l'État à la ville de Lyon (Rhône), de parcelles de terrains domaniaux; 3° à des prorogations de surtaxes aux octrois des communes d'Estaires (Nord), de Lyon (Rhône), de Mespaul et de Plounéour-Trez (Finistère), t. 3, p. 172.

33. — Commission chargée d'examiner la loi portant

création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire, t. 3, p. 262.

Comptes-rendus des débats législatifs. — Pétition relative à l'insuffisance du mode de publication des débats législatifs, et présentant divers moyens propres à y remédier. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 691. — Discussion : MM. Hubert-Delisle, p. 695, 708 ; le Rapporteur, p. 649 ; Boinvilliers, p. 702 ; Chamblain, *commissaire du Gouvernement*, *ibid.* — Dépôt au bureau des renseignements. — (*Voy. aussi* Budget du Sénat, n° 1.)

Conseils de révision. — Pétition relative à la composition de ces conseils. — (*Voy.* Recrutement, n° 1.)

Conseils généraux. — Pétition réclamant une loi qui rende obligatoire la publication *in extenso* des procès-verbaux des séances des conseils généraux. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 63. — Ordre du jour.

Conseils municipaux. — Pétition demandant que les plus imposés d'une commune, chaque fois qu'ils sont appelés à délibérer avec le conseil municipal, soient autorisés à se faire remplacer par un mandataire. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 106. — Ordre du jour.

Constitution. — Pétitions ayant pour objet des modifications à la Constitution. — Renvoi à l'examen des bureaux, conformément à l'article 32 du décret du 5 février 1867, t. 1, p. 28. — Résultat de l'examen des bureaux, t. 2, p. 101.

COUÏ (M.). — Nommé Sénateur par décret du 14 août 1868. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 16. — Est admis, t. 1, p. 23.

CORNUNET (M.), président de section au Conseil d'État. — Lit l'exposé des motifs et le texte d'un projet de sénatus-consulte autorisant la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 369.

Corps législatif. — Pétition demandant : 1° que le Corps législatif soit dissous aussitôt après le vote du budget ; 2° qu'après cette dissolution, il soit immédiatement pro-

cédé à la réélection des députés; 3° qu'on renonce au système des candidatures officielles. — Rapport par M. Amédée Thierry, t. 1, p. 117. — Ordre du jour.

CORTA (M.). — Est nommé : secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 324; t. 2, p. 101, 260, 367, 552. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 2, p. 496; t. 3, p. 43.

Cour impériale de Saïgon. — Loi qui attribue à la cour impériale de Saïgon les appels des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 1, p. 581. — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 2, p. 476. — Incident sur l'ajournement de la délibération: MM. le baron Brenier, le premier président de Royer, le baron de Ladoacette, Le Verrier et le Président, t. 2, p. 485 à 493. — Délibération et vote, p. 493, 494; liste des votants, p. 494. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 495.

Crédits.

1. — Loi sur les suppléments de crédits de l'exercice 1868 et de l'exercice 1869, t. 2, p. 262. — Rapport par M. le marquis d'Audiffret, t. 3, p. 347. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 591.

2. — Loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 912 000 fr., applicable aux dépenses de l'enseignement primaire, t. 3, p. 123. — Rapport par M. le marquis d'Audiffret, t. 3, p. 347. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 591.

Créte (Ile de). — Pétition appelant l'intérêt du Sénat sur la situation des Crétois. — Rapport par M. le comte de Béarn, t. 3, p. 289. — Ordre du jour.

CRIGNON DE MONTIGNY (M.), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération:

de lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 346; t. 3, p. 274; — de lois d'intérêt local, t. 1, p. 682; t. 2, p. 32, 271, 373, 393, 404; t. 3, p. 40, 417.

Cultes. — Pétition réclamant la suppression du budget des cultes. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 72. — Ordre du jour.

Cumul. — Pétition réclamant la suppression du cumul des fonctions gratuites. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 84. — Ordre du jour.

D

DAUMAS (M. le général). — Est nommé membre: de la 2^e commission des pétitions, t. 2, p. 531; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 172. — Est entendu sur les lois de finances (*Algérie*), t. 3, p. 490.

Décès de Sénateurs survenus depuis la dernière session. — (*Voy.* CHARNER [S. Ex. l'amiral]; CHASSIRON [le baron DE]; LABORDE [le marquis DE]; MOUSTIER [le marquis DE]; TASCHE LA PAGERIE [le duc DE]; TROPLONG [S. Ex. le premier président]; WALEWSKI [le comte]).

Décrets de l'Empereur.

1. — Décret convoquant le Sénat et le Corps législatif pour le 18 janvier 1869, t. 1, p. 20.

2. — Décrets nommant le président et les vice-présidents du Sénat pour l'année 1869, t. 1, p. 20.

3. — Décret désignant les commissaires du Gouvernement chargés de prendre part à la discussion des pétitions, t. 1, p. 20.

4. — Décrets chargeant, par délégation spéciale, MM. Barroche, garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes, et de Forcade La Roquette, ministre de l'intérieur, de représenter, conjointement avec les autres personnes désignées par les articles 33 et 52 du décret du 5 février

1867, le Gouvernement devant le Sénat pendant la session de 1869, t. 1, p. 21.

5. — Décrets nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 21; t. 2, p. 29.

6. — Décret portant que les funérailles de S. Ex. M. Troplong, président du Sénat, seront célébrées aux frais du Trésor public, t. 1, p. 295.

7. — Décret ordonnant l'envoi au Sénat d'un projet de sénatus-consulte autorisant la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 368.

8. — Décret prononçant la clôture de la session, t. 3, p. 395.

DEJEAN (M. le général vicomte), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances, t. 3, p. 346; 490.

DELANGLE (M. le procureur général), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président*. — Est nommé : président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — vice-président du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323; — président du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 530. — Est nommé : membre de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver les traités passés entre la ville de Paris et la société du Crédit foncier de France, au sujet du remboursement: 1^o d'une somme de 398 440 040 fr. 24 c.; 2^o d'une somme de 67 335 155 fr. 68 c., dues par la ville de Paris pour l'exécution de travaux d'utilité publique, t. 1, p. 422; — de la commission chargée d'examiner la loi créant dans l'arrondissement de Toulon (Var) un nouveau canton de justice de paix, dont le chef-lieu est fixé à la Seyne, t. 3, p. 171. — Fait un rapport sur la loi approuvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier t. 2, p. 106.

Députés au Corps législatif. — (Voy. Incompatibilité.)

DESPREZ (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi attribuant à la cour impériale de Saigon les appels des ju-

gements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 2, p. 476; — des lois de finances, t. 3, p. 346, 490.

Discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture de la session de 1869, t. 1, p. 12.

Domaine de l'État. — Lois relatives à des cessions et à des échanges d'immeubles du domaine de l'État. — (*Voy.* Cessions, Échanges).

DONNET (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 322. — Est nommé : président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 33; — président du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323. — Est entendu : sur des pétitions présentant les moyens de prévenir les inhumations précipitées, t. 1, p. 50, 56; — sur une interpellation relative aux effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 227.

Dotation de l'armée. — Pétition de parents successibles d'un militaire décédé, réclamant le montant de la partie non payée de sa prime de rengagement. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnand, t. 2, p. 56. — Ordre du jour.

DUMAS (M.). — Est entendu : sur une pétition réclamant l'enseignement de la doctrine protectionniste dans certaines chaires d'économie politique, t. 1, p. 381; — sur la loi approuvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 335. — Demande l'ajournement de la discussion sur des pétitions relatives au système monétaire, t. 3, p. 311.

DUPIN (M. le baron). — Est nommé : président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323; — président du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est entendu sur des pétitions relatives à la réorganisation des caisses d'épargne, t. 1, p. 396, 464, 472. — Demande l'impression d'un rapport de M. Béhic sur une pétition réclamant le déclassement des routes impériales, t. 1, p. 544. — Est entendu : dans un incident relatif à la mise à l'ordre du jour de péti-

tions appartenant aux sessions antérieures, t. 2, p. 345; — contre la clôture de la discussion sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 235; — sur une pétition réclamant l'expulsion des jésuites, t. 3, p. 328, 341; — dans un incident sur le mode adopté pour la discussion et le vote des lois de finances, t. 3, p. 502, 503.

DUPUY DE LÔME (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer, t. 2, p. 143.

E

Échanges d'immeubles du domaine de l'État.

1. — Loi relative à un échange de terrains entre l'État et la ville de Versailles, t. 1, p. 233. — Rapport par M. le général marquis de Laplace, t. 1, p. 346. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 350.

2. — Loi ayant pour objet d'approuver un échange de terrains entre l'État et la dame de Beaucaire-Murolle (Allier), t. 3, p. 143. — Loi relative à un échange de terrains entre l'État et le sieur Bessard-Duparc (Loire-Inférieure), t. 3, p. 144. — Loi relative à un échange de terrains entre l'État et le sieur Lagneaux (Ardennes), t. 3, p. 145. — Loi relative à un échange de terrains entre l'État et le sieur Cau (Haute-Garonne), t. 3, p. 166. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 3, p. 274. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 277.

3. — Loi portant cession, par l'État, à la ville de Lyon (Rhône) de parcelles de terrains domaniaux, t. 3, p. 165. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 3, p. 417. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 443.

Économie politique. — Pétition demandant que le système protecteur soit professé et préconisé dans un certain nombre de chaires officielles. — Rapport par M. le comte de Butenval, t. 1, p. 122. — Discussion: MM. Le Verrier, t. 1, p. 350, 377, 386; Michel Chevalier, p. 356, 370,

374; le baron de Heeckeren, p. 368, 372, 376; Dumas, p. 381; le Rapporteur, p. 387; Lefebvre-Durullé, p. 389.
— Ordre du jour.

Élections. — Pétition du sieur de Saint-Victor demandant que les élections aient lieu un autre jour que le dimanche et que toute pression exercée sur les électeurs soit sévèrement punie. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 61. — Ordre du jour.

ÉLIE DE BEAUMONT (M.). — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 2. — Est nommé membre: de la commission chargée d'examiner la loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et la ville de Paris, au sujet de la place du Roi-de-Roane, et autorisant l'aliénation de terrains domaniaux détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 4; — de la commission chargée d'examiner la loi créant, dans l'arrondissement de Toulon (Var), un nouveau canton de justice de paix, dont le chef-lieu est fixé à la Seyne, t. 3, p. 171. — Fait des rapports de pétitions, t. 4, p. 143.

Emprunts et impositions extraordinaires.

A. — *Liste, par ordre alphabétique, des départements, au nombre de quarante-cinq, autorisés, pendant la session de 1869, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.*

Ain, t. 3, p. 143.

Aisne, t. 3, p. 23, 124.

Allier, t. 2, p. 261.

Alpes (Basses-), t. 2, p. 528.

Alpes-Maritimes, t. 2, p. 524, 534.

Ardèche, t. 3, p. 24, 146.

Ardennes, t. 3, p. 123.

Ariège, t. 2, p. 555.

Aube, t. 3, p. 124.

Aude, t. 2, p. 527.

Aveyron, t. 2, p. 527.

Bouches-du-Rhône, t. 3, p. 23.

Cantal, t. 3, p. 25.

- Charente-Inférieure, t. 3, p. 126.
 Cher, t. 3, p. 148.
 Corrèze, t. 2, p. 556.
 Corse, t. 3, p. 127, 150.
 Creuse, t. 1, p. 582; t. 3, p. 151.
 Deux-Sèvres, t. 2, p. 557.
 Eure, t. 3, p. 151.
 Gironde, t. 3, p. 127.
 Hérault, t. 3, p. 129.
 Indre, t. 3, p. 131.
 Landes, t. 2, p. 530.
 Loire, t. 3, p. 133.
 Loire-Inférieure, t. 3, p. 154.
 Loiret, t. 3, p. 155.
 Loir-et-Cher, t. 3, p. 153.
 Lot, t. 3, p. 26.
 Lot-et-Garonne, t. 3, p. 27.
 Mayenne, t. 3, p. 134, 157.
 Meurthe, t. 1, p. 488.
 Orne, t. 2, p. 531.
 Pas-de-Calais, t. 2, p. 248.
 Pyrénées (Basses-), t. 3, p. 125.
 Pyrénées (Hautes-), t. 2, p. 558.
 Pyrénées-Orientales, t. 2, p. 24.
 Rhône, t. 3, p. 136.
 Savoie, t. 3, p. 138.
 Savoie (Haute-), t. 2, p. 529.
 Tarn, t. 2, p. 103.
 Var, t. 2, p. 525.
 Vienne, t. 3, p. 159.
 Vienne (Haute-), t. 3, p. 138.
 Vosges, t. 3, p. 28.

B. — *Liste, par ordre alphabétique, des villes, au nombre de dix, autorisées, pendant la session de 1869, à contracter des emprunts, à s'imposer extraordinairement ou à faire emploi de fonds précédemment votés.*

- Cannes (Alpes-Maritimes), t. 3, p. 139.
 Castres (Tarn), t. 2, p. 558.
 Colmar (Haut-Rhin), t. 2, p. 532; t. 3, p. 140.

Montpellier (Hérault), t. 2, p. 448.
 Mulhouse (Haut-Rhin), t. 3, p. 140.
 Nîmes (Gard), t. 1, p. 232; t. 3, p. 142.
 Périgueux (Dordogne), t. 3, p. 161.
 Roubaix (Nord), t. 2, p. 449.
 Rouen (Seine-Inférieure), t. 1, p. 486.
 Tourcoing (Nord), t. 2, p. 25.

1. — Loi tendant à autoriser la ville de Nîmes (Gard) à contracter un emprunt, t. 1, p. 232. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 1, p. 343. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 346.

2. — Loi tendant à autoriser la ville de Rouen (Seine-Inférieure), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 1, p. 486. — Rapport par M. Lefebvre Duruflé, t. 1, p. 682. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 687.

3. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Meurthe à contracter un emprunt, t. 1, p. 488. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 1, p. 687. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 691.

4. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Creuse à s'imposer extraordinairement, t. 1, p. 582. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 2, p. 32. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 34.

5. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Pyrénées-Orientales à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 24. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Tourcoing (Nord), à contracter un emprunt, t. 2, p. 25. — Rapport par M. le comte de Butenval, t. 2, p. 271. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 393.

6. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Tarn à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 103. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 2, p. 393. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 397.

7. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Allier à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 261. —

Rapport par M. Corta, t. 2, p. 496. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 497.

8. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Pas-de-Calais à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 448. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Montpellier (Hérault), à contracter un emprunt, *ibid.* — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Roubaix (Nord), à contracter un emprunt, t. 2, p. 449. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 35. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 39.

9. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Alpes-Maritimes à contracter un emprunt et à effectuer un prélèvement sur le produit d'impositions précédemment approuvées, t. 2, p. 524. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Var à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 525. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Aude à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 527. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement, *ibid.* — Loi tendant à autoriser le département des Basses-Alpes à contracter un emprunt, t. 2, p. 528. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Haute-Savoie à contracter un emprunt, à s'imposer extraordinairement et à effectuer un prélèvement sur le produit d'une imposition précédemment approuvée, t. 2, p. 529. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Landes à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 530. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Orne à contracter un emprunt, t. 2, p. 531. — Loi tendant à autoriser la ville de Colmar (Haut-Rhin), à contracter un emprunt, t. 2, p. 532. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 45. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 48.

10. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Alpes-Maritimes à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 554. — Loi tendant à autoriser le département de l'Ariège à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 555. — Loi tendant à autoriser le département de la Corrèze à contracter un emprunt et à

s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 556. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Deux-Sèvres à s'imposer extraordinairement, t. 2, p. 557. — Loi tendant à autoriser le département des Hautes-Pyrénées à contracter un emprunt, t. 2, p. 558. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Castres (Tarn), à contracter un emprunt, *ibid.* — Rapport par M. de Mentque, t. 3, p. 174. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 178.

11. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Aisne à effectuer un prélèvement sur le produit d'une imposition précédemment approuvée et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 23. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Cantal à contracter un emprunt, t. 3, p. 25. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Lot à contracter un emprunt, t. 3, p. 26. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Aisne à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 124. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Aube à s'imposer extraordinairement, *ibid.* — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Charente-Inférieure, à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 126. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Gironde à contracter deux emprunts, t. 3, p. 127. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Hérault à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 129. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Loire à contracter un emprunt, t. 3, p. 133. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Basses-Pyrénées à contracter un emprunt, t. 3, p. 135. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Loiret à contracter un emprunt, t. 3, p. 135. — Rapport par M. Suin, t. 3, p. 428. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 443.

12. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 24. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Bouches-du-Rhône à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 25. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Ardennes à s'imposer

extraordinairement, t. 3, p. 125. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Mayenne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 134. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Rhône à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 136. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Haute-Vienne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 138. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Colmar (Haut-Rhin), à proroger le délai du remboursement d'un emprunt précédemment approuvé, t. 3, p. 140. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Mulhouse (Haut-Rhin), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, *ibid.* — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Ain à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 143. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Ardèche à contracter un emprunt, à s'imposer extraordinairement et à effectuer un prélèvement sur le produit d'une imposition précédemment approuvée, t. 3, p. 146. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Eure à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 151. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de Loir-et-Cher à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 153. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Loire-Inférieure à contracter des emprunts et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 154. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Mayenne à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 157. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Savoie à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 158. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Périgueux (Dordogne), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 161. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 439. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 443.

13. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de Lot-et-Garonne à contracter un emprunt, t. 3, p. 27. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département des Vosges à contracter un emprunt, t. 3, p. 28.

— Loi ayant pour objet d'autoriser le département de l'Indre à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 131. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Cannes (Alpes-Maritimes), à contracter un emprunt, t. 3, p. 139. — Loi ayant pour objet d'autoriser la ville de Nîmes (Gard), à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 142. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département du Cher à contracter deux emprunts et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 148. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Creuse à contracter un emprunt, t. 3, p. 151. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Vienne à contracter deux emprunts, t. 3, p. 159. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 3, p. 420. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 443.

14. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Corse à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 127. — Loi ayant pour objet d'autoriser le département de la Corse à contracter un emprunt et à s'imposer extraordinairement, t. 3, p. 150. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 3, p. 417. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 443.

Enfants assistés (Projet de loi relatif aux dépenses des), t. 3, p. 121. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 409. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 446.

Enfants naturels. — Pétitions relatives aux actes de reconnaissance et de légitimation des enfants naturels et aux aliments dus par l'homme qui aurait eu des relations avec une femme au moment de la conception. — (Voy. Code Napoléon, nos 4 et 5.)

Enregistrement.

1. — Pétitions demandant que les droits de mutation pour cause de décès ne se perçoivent qu'après déduction des charges de la succession. — Rapport par M. Quentin Bouchart, t. 1, p. 584. — Ajournement, p. 611. — Incident sur un nouvel ajournement de la discussion : MM. le Rapporteur, le Président, le baron Brenier et le général comte de La Ruë, t. 2, p. 498 à 502. — Discussion : MM. Hu-

bert-Delisle, t. 2, p. 601; Gouin, p. 616; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 624; le Rapporteur, p. 630; le baron de Ladoucette, t. 3, p. 63; Rouland, p. 68; Boinvilliers, p. 92, 216; le comte de Butenval, p. 179; L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, p. 190, 217; Lacaze, p. 220; le baron Dupin, p. 235. — Rejet de l'ordre du jour, p. 239. — Incident sur la question de savoir si la priorité pour le vote doit être accordée au dépôt au bureau des renseignements proposé par la commission, ou au renvoi au Gouvernement demandé par plusieurs Sénateurs: MM. le baron de Ladoucette, Boinvilliers, de Maupas, le marquis de Chasseloup-Laubat, le premier président de Royer, Suin, Le Verrier, S. Ex. le maréchal Vaillant et le Président, t. 3, p. 239 à 248. — Vote au scrutin. — Le Sénat décide, par 36 voix contre 32, que la priorité sera donnée au vote sur le renvoi, t. 3, p. 240. — Adoption du renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

2. — Pétition demandant la suppression des droits de mutation qui pèsent sur les immeubles. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 630. — Ordre du jour.

Enseignement primaire. — Loi portant ouverture au ministre de l'instruction publique, sur l'exercice 1868, d'un crédit extraordinaire de 912 000 fr. applicable aux dépenses de l'enseignement primaire. — (*Voy. Crédits, n° 2.*)

Enseignement primaire.

1. — Pétition de trois conseillers municipaux de Pavilly (Seine-Inférieure), dénonçant comme illégal un arrêté préfectoral qui a nommé un laïque instituteur dans cette commune. — Rapport par M. le président Bonjean, t. 1, p. 280. — Observations de M. le baron Ernest Leroy, p. 290. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant contre la disposition de la loi de 1867, qui défend aux instituteurs primaires de recevoir des enfants au-dessous de six ans, s'il existe dans la commune une salle d'asile. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 666. — Ordre du jour.

3. — Pétition demandant que le département de la Haute-Vienne soit soumis à l'épreuve exceptionnelle de

Penseignement obligatoire. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 51. — Ordre du jour.

Enseignement supérieur. — (Voy. Économie politique.)

Excuses.

Liste de MM. les Sénateurs qui se sont excusés de ne pouvoir assister aux séances.

MM.

CHABANNES (le vice-amiral vicomte DE), t. 1, p. 322, 485.

CHARNER (l'amiral), t. 1, p. 155.

DONNET (le cardinal), t. 1, p. 322.

FLAUBAULT (le général comte DE), t. 1, p. 322.

FLEURY (le général), t. 2, p. 100.

FOREY (le maréchal), t. 1, p. 20.

GRIVEL (le vice-amiral baron), t. 1, p. 20.

HUBERT-DELSISLE, t. 1, p. 322.

LABORDE (le marquis DE), t. 1, p. 20.

LACAZE, t. 1, p. 322.

LADMIRAULT (le général DE), t. 1, p. 31.

LAWOESTINE (le général marquis DE), t. 1, p. 322.

MAUDET (le comte), t. 1, p. 113.

MATHIEU (le cardinal), t. 1, p. 20; t. 2, p. 446.

MÉSONAN (DE), t. 1, p. 20.

MIMEREL DE ROUBAIX (le comte), t. 1, p. 322.

MORTEMART (le général duc DE), t. 1, p. 20.

NISARD, t. 1, p. 322.

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (le maréchal comte), t. 1, p. 322.

RICHEMONT (le baron PAUL DE), t. 2, p. 446.

ROULAND, t. 1, p. 322.

SALIGNAC-FÉNELON (le comte DE), t. 1, p. 485.

SÉGUR-D'ACCESSEAU (le comte DE), t. 1, p. 113.

Expropriation. — Pétition demandant la modification de l'article 14 de la loi de 1841, en ce sens que le délai accordé au préfet pour envoyer les pièces au procureur impérial ne devrait pas dépasser une année. — Rapport par M. de MARBAS, t. 2, p. 427. — Ordre du jour.

F

- FLAHAULT** (M. le général comte DE). — Exprime son vif regret de n'avoir pu assister aux funérailles de S. Ex. le Président du Sénat, t. 1, p. 322.
- FLANDIN** (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 271, 417.
- FLEURY** (M. le général). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 100.
- FORCADE LA ROQUETTE** (S. Ex. M. DE), *ministre de l'intérieur*. — Est chargé, par délégation spéciale, de représenter le Gouvernement devant le Sénat pendant la session de 1869, t. 1, p. 21.
- FOREY** (S. Ex. le maréchal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 20. — Exprime son vif regret de n'avoir pu assister aux funérailles de S. Ex. le Président du Sénat, t. 1, p. 322.
- FRANQUEVILLE** (M. DE), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances, t. 3, p. 490.

G

- Gardes champêtres*. — Pétition réclamant la réorganisation du corps des gardes champêtres. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 1, p. 132. — Discussion : M. le comte Monier de La Sizeranne, p. 133, 137; le Rapporteur, p. 136; Le Verrier, p. 137; le général comte de La Ruë, p. 139. — Dépôt au bureau des renseignements.
- GAUDIN** (M.), *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1869, t. 1, p. 21. — Est entendu : sur des pétitions relatives à la

réorganisation des caisses d'épargne, t. 1, p. 473; — sur une pétition relative aux fraudes commises dans le commerce des graines de vers à soie du Japon, t. 2, p. 502, 517. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération du projet de sénatus-consulte autorisant la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 3, p. 34; — de la loi approuvant une convention passée avec le chemin de fer du Nord, t. 3, p. 406.

GAUTIER (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement : à la présentation d'un projet de sénatus-consulte autorisant la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 367; — à la délibération : des lois de finances, t. 3, p. 346; — de la loi portant création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire, t. 3, p. 443.

GEIGER (M. le baron DE). — Nommé Sénateur par décret du 14 août 1868. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 16. — Est admis, t. 1, p. 23. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 324; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 8. — Fait un rapport de pétition, t. 3, p. 320.

GENTEUR (M.), *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1869, t. 1, p. 24. — Assiste, en la même qualité, à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 1, p. 343, 637; t. 3, p. 35, 45, 263, 417; — de la loi approuvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 106, 281; — de la loi relative à la place du Roi-de-Rome et à l'aliénation des terrains détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 454, 573. — Est entendu : sur des pétitions présentant des moyens propres à prévenir les inhumations anticipées, t. 1, p. 37; — sur une pétition réclamant contre un arrêté du maire du Mans relatif à l'ouverture d'un café-concert, t. 1, p. 370.

Glace. — Pétition réclamant l'exemption des droits d'octroi sur la glace employée à Paris par les fabricants de bière.

- Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 156.
 — Renvoi au ministre de l'intérieur et au ministre des finances.

GOUIN (M.). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 553. — Est entendu : sur des pétitions relatives à la réorganisation des caisses d'épargne, t. 4, p. 394, 458 ; — sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 2, p. 616.

GOULHOT DE SAINT-GERMAIN (M. DE). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 22. — Fait un rapport au nom de cette commission, *ibid.* — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33 ; — de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 324 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 324 ; t. 2, p. 532 ; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet d'approuver les traités passés entre la ville de Paris et la société du Crédit foncier de France, au sujet du remboursement : 1^o d'une somme de 398 440 040 fr. 24 c. ; 2^o d'une somme de 67 335 155 fr. 68 c., dues par la ville de Paris pour l'exécution de travaux d'utilité publique, t. 1, p. 422 ; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 2, p. 366 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 447 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux dépenses des enfants assistés, t. 3, p. 172. — Fait des rapports : sur une loi d'intérêt local, t. 1, p. 342 ; — sur la loi relative aux dépenses des enfants assistés, t. 3, p. 409. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 277.

GOUPIL (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 40, 417 ; — de lois concernant des échanges d'immeubles, t. 3, p. 274.

GOUSSARD (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de

commissaire du Gouvernement, à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 2, p. 271, 373, 393, 404 ; t. 3, p. 40 ; — de la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1865, t. 2, p. 397 ; — de lois concernant des échanges d'immeubles, t. 3, p. 274 ; — des lois de finances, t. 3, p. 346, 490.

GOYON (M. le général comte DE). — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 324 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 5. — Fait un rapport sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 263. — Fait un rapport de pétitions, t. 3, p. 319.

GRICOURT (M. le marquis DE). — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3. — Est nommé membre de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 3.

GRIVEL (M. le vice-amiral baron). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 20.

GROSSILLES-FLAMARENS (M. le comte DE). — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 531. — Est nommé membre de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 180, 307, 553 ; t. 3, p. 5, 174.

GUDIN (M. le général comte). — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 324 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 4 et 5 d'une convention relative à la concession de plusieurs chemins de fer à exécuter dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, t. 3, p. 174 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire, t. 3, p. 262.

GUILLEMOT (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances, t. 3, p. 490.

GUILLOT (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe

de 1869, t. 2, p. 482; — des lois de finances, t. 3, p. 346, 490.

H

HAUSSMANN (M. le baron). — Est entendu sur la loi approuvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 283.

HÉCKEREN (M. le baron DE). — Est entendu sur une pétition réclamant l'enseignement du système protecteur dans certaines chaires d'économie politique, t. 1, p. 368, 372, 376.

Hôtels meublés. — (Voy. Maisons meublées.)

Houilles. — Pétition d'habitants de Marseille réclamant la réduction du prix de transport des houilles. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 36. Ordre du jour.

HUBERT-DELSLE (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 322. — Est nommé : secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323; — secrétaire du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3; — secrétaire du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 330. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi attribuant à la cour impériale de Saigon les appels des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 1, p. 674. — Demande l'ajournement de la discussion sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 1, p. 610. — Est entendu : sur une pétition constatant l'insuffisance du mode de publication des débats législatifs et présentant divers moyens d'y remédier, t. 1, p. 693, 708; — sur la mise à l'ordre du jour de rapports de pétitions appartenant aux sessions antérieures, t. 2, p. 540, 544; — sur les pétitions relatives aux droits de succession, t. 2, p. 604; — sur les lois de finances (*Finances et agriculture*), t. 3, p. 333.

Huissiers. — Pétition réclamant la suppression du ministère des huissiers pour la notification des actes, et son rempla-

cement par la poste. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 100. — Ordre du jour.

Hypothèques.

1. — Pétition réclamant la mention, lors du renouvellement des inscriptions hypothécaires, des mainlevées partielles qui ont dégrevé ces inscriptions. — Rapport par M. Lacaze, t. 1, p. 646. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant la modification du régime hypothécaire et cadastral actuellement en vigueur. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 651. — Dépôt au bureau des renseignements.

3. — Pétition demandant qu'une disposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 23 mars 1855, sur la transcription hypothécaire, ou y dérogeant, décide que l'acheteur, l'échangiste ou le donataire sont définitivement libérés à l'égard des tiers, par la transcription de l'acte passé par eux, lorsqu'il renferme la renonciation de la femme aux droits résultant de son hypothèque légale. — Rapport par M. Lacaze, t. 2, p. 407. — Ordre du jour.

I

Impôt. — Pétition réclamant l'établissement d'un impôt sur les célibataires âgés d'au moins trente ans. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 71. — Ordre du jour.

Incompatibilité. — Pétition signalant l'incompatibilité qui devrait exister entre le mandat de député et toute fonction rétribuée dans la maison de l'Empereur. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 60. — Ordre du jour.

Inconstitutionnalité. — Pétition dénonçant comme inconstitutionnels plusieurs actes de l'administration concernant les droits d'usage sur un cours d'eau, *la Demie*, situé dans le département de l'Aube. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 600. — Question préalable.

Inhumations.

1 — Pétitions présentant divers moyens d'obvier au dan-

ger des inhumations précipitées. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 39. — Discussion : S. Ém. le cardinal Donnet, p. 50, 56; le baron Ernest Leroy, p. 53; Genteur, *commissaire du Gouvernement*, p. 57; Tourangin, p. 67. — Ordre du jour sur une pétition réclamant l'incinération des corps. — Renvoi au ministre de l'intérieur des autres pétitions.

2. — Pétition réclamant comme moyen de prévenir les inhumations précipitées, l'incinération des corps. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 315. — Ordre du jour.

Interpellation. — Dépôt, par M. de Maupas, d'une demande d'interpellation sur les effets généraux produits par la loi de la presse, t. 1, p. 110. — Incident : MM. le Président et de Maupas, p. 111. — Autorisation, t. 1, p. 114. — Texte de la demande, *ibid.* — Discussion : MM. de Maupas, t. 1, p. 159, 190, 211, 223, 225; Rouland, p. 179; comte de Sartigny, p. 182; Le Roy de Saint-Arnaud, p. 186; Larabit, p. 193; S. Ex. M. Rouher, *ministre d'État*, p. 198, 220; M. Tourangin, p. 208; S. Ém. le cardinal Donnet, p. 227; M. le Président, p. 169, 210, 219. — Ordre du jour.

J

JEANIN (M. le baron), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 32; t. 3, p. 35, 43, 45, 174, 263, 417.

Jésuites. — Pétition réclamant l'expulsion du territoire français des membres de la compagnie de Jésus. — Rapport par M. le baron de Ladoucette, t. 3, p. 325. — Discussion : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 326; le baron Dupin, p. 328, 341; le comte Boulay de la Meurthe, p. 335, 340; le Rapporteur, p. 339. — Ordre du jour.

JOLIBOIS (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de la loi ap-

prouvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 106, 281.

Juges de paix.

1. — Pétition réclamant: 1° l'extension de la compétence des juges de paix aux ventes sur saisies, aux licitations et aux partages immobiliers; 2° l'autorisation aux notaires d'assigner leurs débiteurs pour frais d'actes, non plus devant le tribunal civil de l'arrondissement où est situé le domicile de ces débiteurs, mais devant le juge de paix de leur canton. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 240. — Ordre du jour.

2. — Pétition demandant qu'on fasse passer un grand nombre d'affaires litigieuses du ressort des tribunaux de première instance dans celui des justices de paix, et que les audiences de ces dernières, prenant le nom de *tribunaux de paix*, soient tenues par le juge assisté de deux suppléants. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 246. — Ordre du jour.

L

LABORDE (M. le marquis DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 20. — M. le Président annonce son décès, t. 2, p. 30.

LACAZE (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 322. — Est nommé membre: de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33; — de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 551. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 646; t. 2, p. 407. — Est entendu sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 3, 220.

LADMIRAULT (M. le général DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 31.

LADOUCKETTE (M. le baron DE). — Est nommé: secrétaire du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3; — vice-secrétaire du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre: de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 324; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives

à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 323; — de la commission chargée d'examiner la loi qui divise en deux circonscriptions de justice de paix, le canton de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), t. 2, p. 101; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 533; t. 3, p. 173; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer du Nord, t. 3, p. 170. — Fait un rapport sur cette loi, t. 3, p. 406. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 43, 430. — Fait des rapports de pétitions, t. 3, p. 323. — Est entendu sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 63; — dans un incident sur la priorité à accorder, pour le vote, aux conclusions de la commission ou au renvoi au Gouvernement demandé, dans le cours de la discussion, sur les pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 239, 241; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant l'expulsion des jésuites, t. 3, p. 339.

LA HITTE (M. le général vicomte DE). — Est nommé : président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — vice-président du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 580; t. 2, p. 180; t. 3, p. 5; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer, t. 2, p. 4; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux dépenses du service des enfants assistés, t. 3, p. 172; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux pensions des anciens militaires de la République et de l'Empire, t. 3, p. 262. — Demande la question préalable sur une pétition réclamant contre un rapport fait sur une précédente pétition, t. 3, p. 295.

LARTY (M.). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 324.

LAPLACE (M. le général marquis DE). — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges

d'immeubles, t. 1, p. 325. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 90; t. 2, p. 159. — Fait un rapport sur deux lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 346.

LARABIT (M.). — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 4 et 5 d'une convention relative à la concession de plusieurs chemins de fer à exécuter dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, t. 3, p. 171; — de la commission chargée d'examiner la loi portant création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire, t. 3, p. 262. — Fait un rapport sur cette loi, t. 3, p. 443. — Est entendu : sur une interpellation relative aux effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 193; — sur la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 213.

LA RUE (M. le général comte DE), *l'un des secrétaires élus*. — Est élu secrétaire pour la session de 1869, t. 1, p. 24. — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323. — Est nommé membre : de la commission de comptabilité, t. 1, p. 33; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 580; — de la commission chargée d'examiner la loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et la ville de Paris, au sujet de la place du Roi-de-Rome, et autorisant l'aliénation de terrains domaniaux détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 4; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 100; — de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 534; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 3, 4 et 5 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs Mangini, relativement à la concession d'un chemin de fer de Lyon à Montbrison, t. 3, p. 170. — Fait un rapport sur la loi relative à l'appel des 100 000 hommes, t. 2, p. 182. — Est entendu : sur une pétition relative à la réorganisation des gardes champêtres, t. 1, p. 139; — dans un incident sur une demande d'ajournement, formée au nom du Gouvernement, de la discussion sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 2, p. 501; — sur la loi portant

création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire (*Solde des officiers généraux du cadre de réserve*), t. 3, p. 448, 458.

LAVALETTE (S. Ex. M. le marquis DE), *ministre des affaires étrangères*. — Est entendu sur les lois de finances (*Rome et l'Italie*), t. 3, p. 584.

LAWOESTINE (M. le général marquis DE). — Exprime son vif regret de n'avoir pu assister aux funérailles de S. Ex. le Président du Sénat, t. 1, p. 322.

LEBRUN (M.). — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32.

LEFEVRE DURFLE (M.). — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 580; — de la commission chargée d'examiner la loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et la ville de Paris, au sujet de la place du Roi-de-Rome, et autorisant l'aliénation de terrains domaniaux détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 4. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 490. — Fait des rapports : sur des lois d'intérêt local, t. 1, p. 682; — sur la loi relative à la place du Roi-de-Rome et à l'aliénation des terrains détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 454. — Est entendu sur une pétition réclamant l'enseignement de la doctrine protectionniste dans certaines chaires d'économie politique, t. 1, p. 389; — sur des pétitions relatives à la réorganisation des caisses d'épargne, t. 1, p. 434.

Légion d'honneur. — Pétitions demandant que les anciens militaires nommés ou avancés dans la Légion d'honneur soient appelés à jouir du traitement affecté à leur grade. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 3, p. 319. — Ordre du jour.

Législation comparée. — Pétition réclamant la création d'une chaire de législation comparée dans les Facultés de droit. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 148. — Ordre du jour.

LE PLAY (M.). — Est nommé membre de la commission

chargée d'examiner la loi approuvant les articles 3, 4 et 5 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs Mangini, relativement à la concession d'un chemin de fer de Lyon à Montlison, t. 3, p. 170.

LEROY (M. le baron ERNEST). — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 322. — Est entendu : sur des pétitions présentant des moyens propres à prévenir les inhumations anticipées, t. 1, p. 53 ; — sur une pétition relative à l'expropriation de deux maisons pour le dégagement de la cathédrale de Rouen, t. 1, p. 92 ; — sur une pétition relative à la nomination d'un instituteur laïque dans la commune de Pavilly (Seine-Inférieure), t. 1, p. 290.

LE ROY DE SAINT-ARNAUD (M.). — Est nommé : vice-secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323 ; — vice-président du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la commission chargée d'examiner la loi attribuant à la cour impériale de Saïgon les appels des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 1, p. 674 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et la ville de Paris, au sujet de la place du Roi-de-Rome, et autorisant l'aliénation de terrains domaniaux détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1863, t. 2, p. 100 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 180 ; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 2, p. 366 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 447 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 531. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 143, 153, 534 ; 651, 691 ; t. 2, p. 36, 43, 51, 147, 156 ; t. 3, p. 296, 312. — Est entendu : comme rapporteur, sur une pétition réclamant contre la suppression d'une

pension, t. 1, p. 153; — sur une interpellation relative aux effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 186; — comme rapporteur, sur une pétition réclamant contre un arrêté du maire du Mans relatif à l'ouverture d'un café-concert, t. 1, p. 566; — sur une pétition présentant des moyens propres à remédier à l'insuffisance du mode de publication des débats législatifs, t. 1, p. 699; — sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 624; — en comité secret, sur des propositions relatives à la publicité des comptes rendus des séances du Sénat, et à l'installation d'une imprimerie au Luxembourg pour faciliter aux Sénateurs la révision de leurs discours, t. 3, p. 470.

LESSEPS (M. le comte DE). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 22.

LE VERRIER (M.) — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323. — Est entendu : sur une pétition relative à la réorganisation des gardes champêtres, t. 1, p. 137; — sur une pétition réclamant l'enseignement de la doctrine protectionniste dans certaines chaires d'économie politique, t. 1, p. 350, 377, 386; — sur l'application du règlement, en ce qui concerne l'ajournement d'une discussion, t. 2, p. 487 à 493; — sur l'application du règlement, en ce qui concerne la priorité à accorder, pour le vote, aux conclusions de la commission ou au renvoi au Gouvernement demandé, dans le cours de la discussion, sur les pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 245.

L'HÔPITAL (M.), *conseiller d'État*. — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1869, t. 1, p. 21. — Assiste, en la même qualité, à la délibération : de lois d'intérêt local, t. 1, p. 687; t. 2, p. 274, 375, 393, 404; t. 3, p. 40, 263, 417; — de la loi relative aux travaux du Trocadéro et à l'aliénation de terrains détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 573; — des lois de finances, t. 3, p. 346, 490. — Est entendu : sur une pétition réclamant contre la suppression d'une pension, t. 1, p. 151;

— sur des lois relatives à des surtaxes d'octroi dans le département du Finistère, t. 2, p. 375; — sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 190, 217.

Limite d'âge. — Pétition réclamant l'établissement d'une limite d'âge pour les fonctions gratuites. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 84. — Ordre du jour.

Locataires. — Pétitions demandant la simplification des formes de procédure à employer pour l'expulsion des locataires insolvables. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 73. — Ordre du jour.

Louis-Philippe. — Pétitions réclamant le retour en France des cendres du roi Louis-Philippe. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 71. — Ordre du jour.

M

Maires. — Pétition demandant que les fonctions de maire ne puissent être conférées à une personne tenant un débit de boissons ou ayant un fils ou un gendre qui exerce dans la même commune ce genre d'industrie. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 86. — Ordre du jour.

Maisons meublées. — Pétition réclamant contre l'application de la patente aux propriétaires qui louent leurs maisons meublées. — Rapport par M. Suin, t. 1, p. 518. — Ordre du jour.

MALLET (M. le comte). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 113.

MANCEAUX (M.), *conseiller d'État.* — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1869, t. 1, p. 21. — Assiste, en la même qualité, à la délibération de la loi qui divise en deux circonscriptions de justice de paix le canton de Boulogne-sur-Mer, t. 2, p. 236.

Marine.

1. — Pétition demandant que les jeunes soldats qui désirent servir dans la marine soient autorisés à le déclarer avant le tirage au sort, sans être mis dans la nécessité de devancer l'appel de leur classe. — Rapport par M. le vice-amiral vicomte de Chabannes, t. 1, p. 35. — Ordre du jour.

2. — Pétition du sieur du Bonétiez demandant l'application des circonstances atténuantes aux peines portées par le Code pénal maritime pour achat d'effets ou d'équipement de marins. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willaumez, t. 3, p. 317. — Ordre du jour.

MARNAS (M. DE). — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 4 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 101, 553 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 3, 4 et 5 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs Mangini, relativement à la concession d'un chemin de fer de Lyon à Montbrison, t. 3, p. 170. — Fait des rapports : sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 59 ; — sur la loi relative au chemin de fer de Lyon à Montbrison, t. 3, p. 267. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 418, 426. — Est entendu, comme rapporteur, sur une pétition réclamant l'établissement de succursales des caisses d'épargne dans les bureaux de poste, t. 2, p. 422.

Maternité. — Pétition relative à la recherche de la maternité. — (*Voy.* Code Napoléon, n^o 3.)

MATHIEU (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 20 ; t. 2, p. 446. — Demande l'ajournement de la discussion : sur des lois relatives à l'établissement de surtaxes, t. 2, p. 279 ; — sur une pétition relative aux fraudes qui se commettent dans l'importation des graines de vers à soie du Japon, t. 2, p. 418.

- MAUPAS (M. DE).** — Est appelé au bureau pour siéger, en qualité de secrétaire provisoire, à la séance du 19 janvier, t. 1, p. 20. — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 33. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2 p. 3 ; — de la commission chargée d'examiner la loi portant création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire, t. 3, p. 262. — Dépose une demande d'interpellation sur les effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 110. — Est entendu sur l'interpellation relative à la presse, t. 1, p. 159, 190, 211, 223, 225. — Demande que la commission chargée d'examiner la loi approuvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, soit composée de dix membres, t. 1, p. 333. — Est entendu : sur la loi relative aux travaux du Trocadéro et à l'aliénation de terrains détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 573, 594 ; — dans un incident sur la priorité à accorder, pour le vote, aux conclusions de la commission ou au renvoi demandé, dans le cours de la discussion, sur les pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 240. — Propose, en comité secret, l'installation d'une imprimerie au Luxembourg pour faciliter aux Sénateurs la révision de leurs discours, t. 3, p. 465, 469.
- MELLINET (M. le général).** — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 675 ; t. 2, p. 552 ; — de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier la loi du 18 avril 1831 sur les pensions de l'armée de mer, t. 2, p. 4 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 100 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 4 et 5 d'une convention relative à la concession de plusieurs chemins de fer à exécuter dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, t. 3, p. 171.
- MENTQUE (M. DE).** — Est nommé : vice-secrétaire du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 33 ; — vice-secrétaire du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3 ; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé

mé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 323 ; — de la commission chargée d'examiner la loi qui divise en deux circonscriptions de justice de paix le canton de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), t. 2, p. 101 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 531 ; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 533 ; t. 3, p. 5 ; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux dépenses des enfants assistés, t. 3, p. 172. — Fait des rapports : sur la loi qui divise en deux circonscriptions de justice de paix le canton de Boulogne-sur-Mer, t. 2, p. 236 ; — sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 174.

MERRUAU (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 1, p. 682.

MÉSONAN (M. DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 20. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 552.

MIGNEBET (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 2, p. 32, 271, 375, 393, 496 ; t. 3, p. 35, 45, 174, 417 ; — de la loi relative aux dépenses des enfants assistés, t. 3, p. 409.

MIMEREL DE ROUBAIX (M. le comte). — Exprime son vif regret de n'avoir pu assister aux obsèques de S. Ex. le Président du Sénat, t. 1, p. 322. — Est nommé vice-président du 5^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 530. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1865, t. 2, p. 100 ; — de la commission chargée d'examiner les lois de finances, t. 2, p. 366 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 531 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer du Nord, t. 3, p. 170.

MINISTRE D'ÉTAT (S. Ex. le). — (*Voy.* Rouher.)

MONIER DE LA SIZERANNE (M. le comte). — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 367 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 172. — Est entendu sur une pétition relative à la réorganisation des gardes champêtres, t. 4, p. 135, 137.

Monnaies. — 1. Pétition réclamant le retrait de la circulation des pièces de monnaies dont l'effigie a été méchamment détériorée. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 631. — Discussion : MM. Michel Chevalier, p. 633 ; le Président, p. 639. — Ordre du jour.

2. — Pétitions relatives au système monétaire. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 3, p. 296. — Incident : M. Dumas, p. 311. — Ajournement de la discussion, p. 312.

MONTJOYEUX (M. DE). — Nommé Sénateur par décret du 14 août 1868. — Prête serment à la séance d'ouverture t. 1, p. 16. — Est admis, t. 1, p. 23. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 324 ; t. 2, p. 367, 552 ; — de la commission chargée d'examiner la loi qui divise en deux circonscriptions de justices de paix le canton de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), t. 2, p. 101 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer du Nord, t. 3, p. 170.

MONTREAL (M. le général DE). — Est nommé vice-président du 4^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 551 ; — de la commission chargée d'examiner la loi créant, dans l'arrondissement de Toulon (Var), un nouveau canton de justice de paix, dont le chef-lieu est fixé à la Seyne, t. 3, p. 171.

Monts-de-piété. — 1. Pétition réclamant la diminution du taux de l'intérêt sur les prêts faits par les monts-de-piété et la gratuité absolue des prêts faits pour des sommes minimes. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 1, p. 490. — Ordre du jour.

2. — Pétition ayant pour objet d'interdire au mont-de-piété de Paris de faire des avances sur marchandises neuves. — Rapport par M. Lefebvre-Duruflé, t. 1, p. 504. — Ordre du jour

Monument de saint Louis, en Tunisie. — Pétition présentant des considérations sur l'erreur géographique qui aurait fait ériger, en Tunisie, un monument à saint Louis, lorsque le point vrai où est mort ce roi est situé en Algérie. — Rapport par M. le comte de Sartiges, t. 2, p. 47. — Ordre du jour.

Mort (Peine de). — Pétition relative aux pourvois des condamnés à mort. — (Voy. Pourvois.)

MORTEMART (M. le général duc de). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 20.

MOUSTIER (M. le marquis de). — Nommé Sénateur par décret du 17 décembre 1868. — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 234, et exprime les regrets du Sénat, p. 333.

Musique. — Pétition exposant la nécessité de réformer l'enseignement musical, et demandant qu'on introduise, dans les établissements destinés à l'instruction, l'étude de la science harmonique. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 87. — Ordre du jour.

Mutation (Droits de). — (Voy. Enregistrement).

N

Napoléon II. — Pétitions réclamant le retour en France des cendres de Napoléon II. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 71. — Ordre du jour.

NAPOLÉON III (Sa Majesté l'Empereur). — (Voy. en tête de la table).

Naturalisation. — Pétition réclamant l'extension du droit de naturalisation. — Rapport par M. le comte de Butenval, t. 1, p. 118. — Ordre du jour.

NÉLATON (M.). — Nommé Sénateur par décret du 14 août 1868. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 16. — Est admis, t. 1, p. 23. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 1, p. 324 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 531.

NIEL (S. Ex. le maréchal), *ministre de la guerre.* — Est entendu : sur la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 220 ; — sur la loi portant création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire (*Solde des officiers généraux du cadre de réserve*), t. 3, p. 451, 458.

NIUWERKERKE (M. le comte DE). — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau Sénateur, t. 2, p. 2. — Fait un rapport au nom de cette commission, t. 2, p. 29.

NISARD (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 322. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323. — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 3 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 552. — Fait un rapport de pétitions, t. 1, p. 546.

Notariat.

1. — Pétition demandant que pour assurer la valeur et la garantie des épreuves subies par les candidats au notariat, un membre du tribunal et le procureur impérial fassent partie du jury d'examen. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 242. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant des modifications à l'organisation des chambres de notaires. — Rapport par M. Suin, t. 2, p. 247. — Ordre du jour.

O

Obsèques de S. Ex. M. Troplong (Procès-verbal des), t. 1, p. 297. — Discours : de S. Ex. M. Baroche, *ministre de la justice et des cultes*, p. 301 ; — de M. Boudet, *premier vice-président du Sénat*, p. 310 ; — de M. Faustin Hélie, *président de l'Académie des sciences morales et politiques*, p. 314. — Obsèques à Plombières, p. 318.

Octrois (Surtaxes d').

1. — Loi ayant pour objet de proroger la surtaxe établie à l'octroi de la commune d'Ouessant (Finistère), t. 1, p. 487. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 1, p. 687. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 691.

2. — Loi ayant pour objet de proroger la surtaxe établie à l'octroi de la commune du Havre (Seine-Inférieure), t. 1, p. 489. — Rapport par M. Lefebvre-Durullé, t. 1, p. 682. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 1, p. 687.

3. — Loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plouarzel (Finistère), t. 1, p. 583. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 2, p. 32. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 34.

4. — Loi ayant pour objet de proroger la surtaxe établie à l'octroi de la commune de la Martyre (Finistère), t. 2, p. 26. — Loi ayant pour objet de proroger les surtaxes établies à l'octroi de la commune de Nantes (Loire-Inférieure), t. 2, p. 27. — Rapport par M. le comte de Butenval, t. 2, p. 271. — Discussion : MM. L'Hôpital, *conseiller d'État*, t. 2, p. 375 ; le vice-amiral comte Bouët-Willamez, p. 388. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 393.

5. — Loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Ploudiry (Finistère), t. 2, p. 102. — Loi autorisant la prorogation

d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Kernilis (Finistère), t. 2, p. 103. — Loi ayant pour objet de proroger la surtaxe établie à l'octroi de la commune de Loc-Maria-Plouzané (Finistère), t. 2, p. 104. — Loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Ploaré (Finistère), t. 2, p. 105. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 2, p. 393. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 397.

6. — Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plonéour-Lanvern (Finistère), t. 2, p. 180. — Loi ayant pour objet d'autoriser une surtaxe à l'octroi de la commune de Plougouven (Finistère), t. 2, p. 181. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 2, p. 404. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 407.

7. — Loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Loperhet (Finistère), t. 2, p. 261. — Rapport par M. Corta, t. 2, p. 496. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, p. 497.

8. — Loi ayant pour objet de proroger la surtaxe établie à l'octroi de la commune de Plogastel-Saint-Germain (Finistère), t. 2, p. 450. — Loi ayant pour objet d'autoriser la perception d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Plouzané (Finistère), *ibid.* — Rapport par M. Chaix d'Est-Ange, t. 3, p. 40. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 43.

9. — Loi autorisant la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Bohars (Finistère), t. 2, p. 559. — Rapport par M. le général comte de Goyon, t. 3, p. 263. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 266.

10. — Loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la ville de Lyon (Rhône), t. 3, p. 29. — Loi ayant pour objet de proroger des surtaxes établies à l'octroi de la commune d'Estaires (Nord), t. 3, p. 162. — Loi ayant pour objet d'autoriser la prorogation d'une surtaxe à l'octroi de la commune de Mespaul

(Finistère), t. 3, p. 163. — Loi ayant pour objet de proroger la surtaxe établie à l'octroi de la commune de Plou-néour-Trez (Finistère), t. 3, p. 164. — Rapport par M. le duc de Padoue, t. 3, p. 417. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 443.

Octrois. — Pétition relative aux droits d'octroi sur la glace à l'entrée de Paris. — (Voy. Glace.)

Ordre du jour. — Demande tendant à la mise à l'ordre du jour de rapports de pétitions appartenant aux sessions antérieures (Taxe de la boulangerie; octroi de mer à la Guedeloupe; eau de Nîmes, bornage des propriétés dans la Haute-Savoie): MM. le baron Brenier, t. 2, p. 536, 542, 547; Hubert-Delisle, p. 540, 544; le baron Dupin, p. 545; le Président, p. 546.

P

PADOUE (M. le duc DE). — Est nommé membre de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 1, p. 674; t. 3, p. 5, 173. — Fait un rapport sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 417.

Papier timbré. — Pétition signalant les difficultés que l'on éprouve dans les campagnes à se procurer du papier de couleur timbré, pour affiches, et demandant qu'on prenne des mesures pour remédier à cet inconvénient. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 144. — Ordre du jour.

Paris (VILLE DE).

1. — Loi ayant pour objet d'approuver les traités passés entre la ville de Paris et la société du Crédit foncier de France au sujet du remboursement: 1° d'une somme de 398 440 040 fr. 24 c.; 2° d'une somme de 67 335 155 fr. 68 c., dues par la ville de Paris pour l'exécution de travaux d'utilité publique, t. 1, p. 325. — Incident sur la composition de la commission: MM. de Maupas et le Président, t. 1, p. 333. — Rapport par M. le procureur général Delangle, t. 2, p. 106. — Discussion: MM. Rouland, t. 2, p. 281; le baron Haussmann, p. 283; Dumas,

p. 335; S. Ex. M. Rouher, *ministre d'État*, p. 355. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, *ibid*; liste du scrutin, p. 356.

2. — Loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et la ville de Paris, au sujet de la place du Roi-de-Rome, et autorisant l'aliénation de terrains domaniaux détachés du jardin du Luxembourg, t. 1, p. 677. — Rapport par M. Lefebvre-Durulé, t. 2, p. 454. — Discussion: M. de Maupas, t. 2, p. 573, 594; S. Ex. M. Rouher, *ministre d'État*, p. 586; M. Rouland, p. 599. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 600.

Paris (Octrois de). — Pétition relative aux droits d'octroi sur la glace employée pour la fabrication de la bière. — (*Voy. Glace.*)

Patentes. — Pétition réclamant des modifications à la loi sur les patentes en ce qui concerne les établissements industriels. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 611. — Ordre du jour.

Paternité. — Pétition réclamant l'autorisation de la recherche de la paternité. — (*Voy. Code Napoléon, n° 6*).

Pêche. — Pétition réclamant la suppression de la pêche au râteau et à la truble. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 285. — Ordre du jour.

Pensions. — Pétition du sieur Bellemin, réclamant contre la suppression d'une pension qui lui avait été accordée comme ancien commis de l'inspection académique de Chambéry. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 150. — Observations de MM. L'Hôpital, *commissaire du Gouvernement*, et le Rapporteur, p. 151 à 153. — Ordre du jour.

Pensions civiles. — Pétitions réclamant des modifications à la loi de 1853, sur les pensions civiles. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 4, p. 654. — Ordre du jour.

Pensions militaires.

1. — Loi tendant à modifier la loi du 18 avril 1831,

sur les pensions de l'armée de mer, t. 1, p. 675. — Rapport par M. le vice-amiral comte Bouët-Willamez, t. 2, p. 143. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 2, p. 146.

2. — Loi portant création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire, t. 3, p. 256. — Rapport par M. Larabit, t. 3, p. 443. — Discussion : M. le général comte de La Ruë (*Solde des officiers généraux du cadre de réserve*), p. 448, 458 ; LL. EEx. le maréchal Niel, *ministre de la guerre*, p. 451, 458 ; et l'amiral Rigault de Genouilly, *ministre de la marine*, p. 459. — Le Sénat ne s'oppose pas à la promulgation, t. 3, p. 460.

Pensions militaires.

1. — Pétition réclamant pour les officiers retraités sous la loi de 1831, le bénéfice de la loi de 1861. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 64. — Ordre du jour.

2. — Pétition réclamant, pour faciliter l'augmentation de la pension de retraite, l'élévation à 3 pour 100 de la retenue faite sur le traitement des officiers de l'armée de terre. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 65. — Ordre du jour.

Pétitions.

Commissions nommées : 1^{re} commission, t. 1, p. 33. — 2^e commission, t. 1, p. 323. — 3^e commission, t. 2, p. 3. — 4^e commission, t. 2, p. 551.

1. — Envoi, par S. Ex. le ministre d'État, du rapport adressé à l'Empereur sur la suite donnée aux pétitions renvoyées par le Sénat aux divers ministres pendant la session de 1868, t. 1, p. 21.

2. — M. le Président annonce : 1^o que, des pétitions ayant pour objet des modifications à la Constitution lui ont été transmises par la 1^{re} commission des pétitions, et qu'elles seront, conformément au décret du 5 février 1867, renvoyées à l'examen des bureaux, t. 2, p. 28 ; — 2^o que ces pétitions sont considérées comme non avenues, t. 2, p. 101.

3. — Compte-rendu annuel du service des pétitions, t. 3, p. 592.

Pétitions ayant donné lieu à discussion.

D'habitants de Paris. — (Quatre pétitions présentant des moyens de prévenir les inhumations précipitées), t. 1, p. 39. — Ordre du jour sur une pétition réclamant l'incinération des corps. — Renvoi au ministre de l'intérieur des trois autres.

Du sieur Youf. — (Expropriation immédiate de deux maisons qui doivent être démolies pour dégager la cathédrale de Rouen), t. 1, p. 90. — Ordre du jour.

Du sieur Auguste Vertel. — (Enseignement du système protecteur dans un certain nombre de chaires officielles d'économie politique), t. 1, p. 122, 350. — Ordre du jour.

Du sieur Bergier. — (Réorganisation du corps des gardes champêtres), t. 1, p. 132. — Dépôt au bureau des renseignements.

Du sieur Bellemin. — (Plaintes contre la suppression d'une pension), t. 1, p. 151. — Ordre du jour.

Du sieur Schlumberger, du sieur Busson-Duvivier, du sieur Mallet, du sieur Devivier. — (Développement et réorganisation des caisses d'épargne), t. 1, p. 233, 391. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

De trois conseillers municipaux de Pavilly (Seine-Inférieure). — (Illégalité d'un arrêté du préfet de la Seine-Inférieure qui a nommé un laïque instituteur à Pavilly), t. 1, p. 280. — Ordre du jour.

Du sieur Gauclin. — (Réclamation contre un arrêté du maire du Mans qui lui interdit d'ouvrir un café-concert les jours de spectacle au théâtre de la ville), t. 1, p. 554. — Ordre du jour.

Du sieur Dujour; de vingt-trois habitants de Marseille; du sieur Astier. — (Perception des droits de mutation pour cause de décès, après la distraction des charges de la suc-

cession), t. 1, p. 584; t. 2, p. 601; t. 3, p. 63, 179. — Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Du sieur Cau. — (Mise en vente, par les compagnies de chemins de fer, d'indicateurs contenant les renseignements nécessaires aux expéditeurs; retrait de la circulation des pièces de monnaie dont l'effigie a été détériorée méchamment), t. 1, p. 634. — Ordre du jour.

Des sieurs Valserrès et Vrignault. — (Extension de la publicité des débats législatifs), t. 1, p. 691. — Dépôt au bureau des renseignements.

De la dame Jaffaux; du sieur Fleurat-Laboige. — (Aliénés), t. 1, p. 712, 714. — Ordre du jour.

De quatre directeurs de compagnies d'assurances. — (Réglementation de la fabrication et de la vente des allumettes chimiques), t. 2, p. 36. — Ordre du jour.

Du sieur Numa Laval. — (Création d'une commission chargée de contrôler l'importation des graines de vers à soie du Japon), t. 2, p. 414.

Du sieur Fournier. — (Établissement de succursales des caisses d'épargne dans les bureaux de poste), t. 2, p. 419. — Ordre du jour.

Du sieur Deloge; de dix-neuf commerçants de Saint-Quentin et de Laon. — (Système monétaire), t. 3, p. 296. — Ajournement.

Du sieur Sénepart. — (Expulsion du territoire français des membres de la société de Jésus), t. 2, p. 323. — Ordre du jour.

Pétitions collectives renvoyées sans débat aux ministres compétents.

De la chambre syndicale des brasseurs de Paris. — (Exemption des droits d'octroi pour la glace employée à la fabrication de la bière), t. 2, p. 156. — Ministre de l'intérieur; ministre des finances.

De dix cultivateurs de l'arrondissement de Reims. — (Plaintes contre les règlements qui nuisent à l'élevage des abeilles), t. 3, p. 314. — Ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.

Pétition individuelle renvoyée sans débat au ministre compétent.

Du sieur Boulay. — (Moyens de remédier au braconnage), t. 3, p. 286. — Ministre de l'intérieur.

Pétitions dont le dépôt au bureau des renseignements a été ordonné sans discussion.

Du sieur Pascal. — (Rétablissement des tours, pour remédier à la mortalité des enfants nouveau-nés), t. 1, p. 34.

Du sieur Trémoulet. — (Modification du régime hypothécaire et cadastral), t. 1, p. 634.

Du sieur Luce. — (Réorganisation du corps des sapeurs pompiers ruraux), t. 3, p. 277.

Du sieur Duboys-Fresney. — (Modifications à la loi sur la chasse), t. 3, p. 281.

Pétitions collectives sur lesquelles le Sénat a passé à l'ordre du jour sans discussion.

De quatre-vingt-dix industriels et négociants de Marseille. — (Réduction du prix de transport de la houille), t. 1, p. 36.

Des sieurs Hubbard, Léon Cléry, Louis Legrand, Lanne et Delattre. — (Retournée en France des cendres du roi Louis-Philippe), t. 1, p. 71.

De quatre habitants de Saulzoir (Nord). — (Construction d'un chemin vicinal), t. 1, p. 73.

Des sieurs Dufaur et Bernard. — (Transmission par la poste des actes notifiés par les huissiers), t. 1, p. 100.

De mille neuf cent quatre-vingt-seize habitants du département de l'Aude. — (Rachat des ponts suspendus de Saint-Marcel et de Cuxac-d'Aude, ou autorisation de construire deux autres ponts non suspendus), t. 1, p. 115.

De sept habitants de Valleraugue (Gard). — (Création d'une chaire de législation comparée dans les facultés de droit), t. 1, p. 148.

De trois cent quarante-sept commerçants et industriels, à Paris. — (Interdiction, au mont-de-piété, de faire des avances sur marchandises neuves), t. 1, p. 504.

De soixante-neuf habitants de Bischwiller (Bas-Rhin). — (Modifications à la loi des patentes en ce qui concerne les établissements industriels), t. 1, p. 611.

De six conseillers municipaux de Dunes (Tarn-et-Garonne). — (Fermeture du cimetière de la commune, et ouverture d'un nouveau cimetière), t. 2, p. 43.

Du sieur Benigni et de la dame Ciavatti. — (Réclamation d'une partie de la prime de rengagement revenant à un militaire décédé), t. 2, p. 56.

De trois avocats, à Nancy. — (Abrogation de l'article 311 du Code d'instruction criminelle qui enjoint au président d'assises de rappeler au conseil de l'accusé qu'il ne doit rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois), t. 2, p. 66.

Des mêmes. — (Abrogation de l'article 35 du décret du 6 juillet 1810, qui prescrit aux premiers présidents des cours impériales de recevoir le serment renouvelé des avocats présents à l'audience solennelle de rentrée), t. 2, p. 66.

De quatre cent trente-deux habitants de Tours. — (Suppression du budget des cultes), t. 2, p. 72.

Des membres du comice agricole de Lille. — (Observations sur la situation actuelle de la culture du tabac dans le département du Nord), t. 2, p. 147.

Du sieur Flachet et de trente-cinq fabricants d'armes, à

Saint-Étienne. — (Abolition de l'affermage, à un entrepreneur particulier, des manufactures impériales d'armes), t. 2, p. 159.

De sept habitants de Fontainebleau. — (Intervention du Gouvernement en faveur des souscripteurs français de l'emprunt tunisien), t. 2, p. 428.

Des sieurs Vincent, Hugelmann et sept cent cinq actionnaires et obligataires des chemins romains. — (Intervention du Gouvernement pour protéger les intérêts français engagés dans cette entreprise), t. 2, p. 432.

De trente habitants de Bastia (Corse). — (Emploi des gendarmes comme témoins instrumentaires pour l'exécution des jugements en matière civile), t. 3, p. 312.

Pétitions individuelles sur lesquelles le Sénat a passé à l'ordre du jour sans discussion.

Du sieur Dupouy. — (Rentrée des cendres de Napoléon II et de Louis-Philippe), t. 1, p. 71.

Du sieur Sénepart. — (Rentrée des cendres de Napoléon II), t. 1, p. 71.

Du sieur Johannet. — (Sacre à Paris ou à Reims de l'Empereur Napoléon III), t. 1, p. 72.

Du sieur Cambon. — (Jugement, par les tribunaux russes, de l'auteur de l'attentat, commis à Paris, contre l'empereur de Russie), t. 1, p. 73.

Du docteur Saurel. — (Modification de la loi de 1838, sur les aliénés), t. 1, p. 74.

Du sieur Du Hamel. — (Rétablissement du droit d'aïnesse, ou autorisation à tous les fils d'un père titré de porter son titre après sa mort), t. 1, p. 82.

Du sieur Henné. — (Transformation en fonctionnaires rétribués des notaires et des huissiers, et substitution de l'État à ces officiers ministériels pour les droits à percevoir et pour les dépôts d'actes), t. 1, p. 83.

Du sieur Depeaux. — (Interdiction du cumul et fixation d'une limite d'âge pour les fonctions gratuites), t. 1, p. 84.

Du sieur Crespin. — (Demande de secours), t. 1, p. 85.

Du sieur Stoffel. — (Incompatibilité entre les fonctions de maire et la profession de cabaretier), t. 1, p. 86.

Du sieur Rahn. — (Nécessité de réformer l'enseignement musical du Conservatoire et d'y faire une plus large part à l'étude de l'harmonie), t. 1, p. 87.

De l'abbé Hivert. — (Pourvoi d'office des condamnés à mort), t. 1, p. 95.

Du sieur Duvert. — (Interprétation des articles 217 et 1449 du Code Napoléon, relatifs à la capacité de la femme séparée de corps et de biens), t. 1, p. 97.

Du sieur Gaubert. — (Application des articles 1094 et 1098 du Code Napoléon, relatifs à la quotité disponible entre époux), t. 1, p. 103.

Du sieur Leballeur. — (Modification de l'article 1094 du Code Napoléon, relatif à la quotité disponible entre époux), t. 1, p. 103.

Du comte de Gestas. — (Autorisation aux propriétaires absents, aux femmes et aux mineurs de se faire remplacer par un mandataire chaque fois que les plus imposés d'une commune seront appelés à délibérer avec le conseil municipal), t. 1, p. 106.

Du sieur de Saint-Victor. — (Dissolution du Corps législatif et abandon des candidatures officielles pour les nouvelles élections), t. 1, p. 117.

Du sieur Franconi. — (Extension des facilités pour la naturalisation), t. 1, p. 118.

Du sieur Thiennotte. — (Inexécution, par les sociétés industrielles, de leurs statuts et des règlements auxquelles elles sont soumises), t. 1, p. 119.

Du sieur Delhaye. — (Obligation, pour les communes, les départements et l'État, de subvenir aux dépenses né-

cessités pour l'instruction des jeunes sourds-muets et des aveugles), t. 1, p. 140.

Du sieur Bournbonet. — (Demande de secours), t. 1, p. 143.

Du sieur Larrouy. — (Mesures pour faciliter l'introduction du papier timbré pour affiches dans les campagnes), t. 1, p. 144.

Du sieur Coulbault. — (Réclamation contre l'emploi, par les agents chargés de rédiger les procès-verbaux, de papier timbré de trop grande dimension), t. 1, p. 145.

Du sieur Bonafos. — (Condamnation à la peine de mort des banqueroutiers frauduleux, et exil des banqueroutiers simples), t. 1, p. 145.

Du sieur Sobie. — (Ouverture des caisses d'épargne pendant les jours de la semaine), t. 1, p. 146.

Du sieur Lempereur. — (Assistance judiciaire), t. 1, p. 146.

Du sieur Bosquet. — (Condamnation à la réclusion perpétuelle des personnes ayant fait partie d'attroupements séditieux), t. 1, p. 147.

Du sieur Bellue. — (Création de chaires pour l'enseignement du magnétisme), t. 1, p. 147.

Du sieur Durand. — (Suppression du casuel du clergé), t. 1, p. 148.

Du sieur Chabannes. — (Obligation de la vaccination), t. 1, p. 148.

Du sieur Fauget. — (Réformes dans le notariat), t. 1, p. 149.

Du sieur Milhona. — (Réglementation, par la loi, de l'avancement dans les carrières civiles), t. 1, p. 153.

Du sieur Émile Grand. — (Diminution et suppression, dans certains cas, de l'intérêt des prêts faits par les monts-de-piété), t. 1, p. 490.

Du sieur Grousset. — (Exemption de la patente pour les propriétaires qui louent leurs maisons meublées), t. 1, p. 518.

Du marquis de Fournès. — (Déclassement des routes impériales), t. 1, p. 530.

Du sieur Grandin. — (Moyens de porter remède à la situation très-fâcheuse des auteurs dramatiques et des théâtres de province), t. 1, p. 546.

Du sieur Corlieu. — (Adjonction d'un médecin civil dans la composition des conseils de révision), t. 1, p. 622.

Du sieur Maureau. — (Création d'une société de bienfaisance, ayant pour résultat l'extinction du paupérisme), t. 1, p. 627.

Du sieur Guillet. — (Suppression des droits de mutation qui pèsent sur les immeubles), t. 1, p. 630.

Du sieur Biallé. — (Remaniement des circonscriptions administratives de la France), t. 1, p. 641.

Du sieur de Jeanson; du sieur Manière. — (Réorganisation des bureaux de placement sous la tutelle administrative), t. 1, p. 642.

Du sieur Clément Reyre. — (Mention, lors du renouvellement des inscriptions hypothécaires, des mainlevées partielles qui ont dégrevé ces inscriptions), t. 1, p. 646.

Du sieur Parron; du sieur Lalauze; du sieur Gouchon; du sieur Clauda; du sieur Pradines; du sieur Béguier. — (Modifications à la loi de 1853, sur les pensions civiles), t. 1, p. 654 à 658.

Du sieur Cordier. — (Réclamation contre l'article 21 de la loi sur l'enseignement primaire concernant l'âge d'admission dans les écoles), t. 1, p. 666.

Du sieur Jaillot. — (Réclamation contre son inscription sur les contrôles de la garde mobile du lieu de sa naissance, où il ne réside pas), t. 1, p. 667.

Du sieur Viala. — (Réduction à 10 cent. pour toute la

France de la taxe des lettres ; obligation de l'affranchissement), t. 1, p. 668.

Du sieur Gauvin. — (Obligation d'accepter comme monnaie un mandat sur la poste), t. 1, p. 669.

Du sieur Millot-Brûlé. — (Plaintes contre une prétendue violation de domicile), t. 1, p. 670.

Du sieur Cabourg. — (Autorisation, pour les jeunes conscrits, de choisir l'arme de la marine, sans être obligés de devancer l'appel de leur classe), t. 2, p. 35.

Du sieur Rageot. — (Interdiction aux étrangers de faire partie des commissions instituées pour régler les résultats des coalitions), t. 2, p. 44.

Du sieur Rabusson. — (Transfert en Algérie du monument élevé à saint Louis en Tunisie), t. 2, p. 47.

Du sieur Lejeune. — (Établissement de l'enseignement obligatoire dans le département de la Haute-Vienne), t. 2, p. 51.

Du sieur Herrouin. — (Élargissement des chemins ruraux au détriment du moins ancien riverain), t. 2, p. 52.

Du sieur Levavasseur. — (Exemption du service militaire pour les vétérinaires ; admission de la représentation dans la ligne collatérale ; destruction des colombiers), t. 2, p. 53.

Du sieur Robin. — (Transformation en agents officiels des assureurs contre les chances du recrutement), t. 2, p. 54.

Du sieur Léon Zacharie. — (Élection, par le suffrage universel, des rédacteurs en chef des journaux), t. 2, p. 54.

Du sieur Marchetti. — (Demande de secours), t. 2, p. 55.

De la dame Mignot. — (Plaintes contre son expulsion d'une communauté religieuse), t. 2, p. 55.

Du sieur Naclaud de Vallette. — (Ouverture au budget

d'un crédit pour les pères de famille ayant un certain nombre d'enfants mâles), t. 2, p. 54.

Du sieur de Boisé de Courcenay. — (Autorisation de remplacement, dans certains cas, pour la garde mobile), t. 2, p. 56.

Du sieur Combet. — (Modification du mode d'élection des députés), t. 2, p. 58.

Du sieur Huchet de Cintré. — (Modification des circonscriptions électorales), t. 2, p. 59.

Du sieur de Fallois. — (Incompatibilité du mandat de député avec toute fonction rétribuée dans la maison de l'Empereur), t. 2, p. 60.

Du sieur de Saint-Victor. — (Suppression des grands commandements militaires), t. 2, p. 60.

Du même. — (Fixation des élections à un jour de la semaine et non au dimanche; punition des pressions exercées sur les électeurs), t. 2, p. 61.

Du sieur Deloge. — (Proposition tendant à faire compter les bulletins de vote, dans la proportion de 1 à 100, suivant le degré d'instruction des électeurs), t. 2, p. 62.

Du même. — (Publication *in extenso* du procès-verbal des séances des conseils généraux), t. 2, p. 63.

Du sieur Chaume; du sieur d'Adicourt. — (Application de la loi de 1861 aux officiers retraités antérieurement à cette loi), t. 2, p. 64, t. 3, p. 313.

Du sieur Chaume. — (Élévation à 3 pour 100 de la retenue opérée sur le traitement des officiers), t. 2, p. 65.

Du sieur Jullien. — (Établissement d'un impôt sur les célibataires âgés d'au moins trente ans), t. 2, p. 71.

Du sieur Louchez; du sieur Formage; du sieur Hugot. — (Simplification des formes de procédure pour expulser les locataires qui ne payent pas leurs loyers), t. 2, p. 73.

Du sieur Bouquet. — (Admission de la recherche de la maternité, dans le cas de possession d'état), t. 2, p. 77.

Du sieur Robardey. — (Indication, par voie de rectification de l'acte de naissance, des actes de reconnaissance ou de légitimation des enfants naturels), t. 2, p. 87.

Du sieur Courtépée. — (Obligation, pour l'homme qui aurait eu des relations avec une femme, de fournir des aliments à l'enfant dont la conception coïnciderait avec l'époque de ces relations), t. 2, p. 91.

Du sieur Marchand. — (Autorisation de la recherche de la paternité; punition de l'adultère du mari; prohibition du concubinage), t. 2, p. 93.

Du sieur Tissier. — (Réforme du Code de procédure, en ce qui concerne la vente des biens de mineurs), t. 2, p. 238.

Du sieur Limon. — (Extension de la compétence des juges de paix aux ventes sur saisies, licitations, partages immobiliers et demandes formées pour frais par les notaires), t. 2, p. 240.

Du sieur Richart. — (Garanties à apporter dans l'examen des candidats au notariat), t. 2, p. 242.

Du sieur Du Cros. — (Extension considérable de la compétence des justices de paix), t. 2, p. 246.

Du sieur Malaizé. — (Modification de l'organisation des chambres de notaires), t. 2, p. 247.

Du sieur Daulnoy. — (Modification de l'article 9 de la loi du 23 mars 1855, sur la transcription hypothécaire), t. 2, p. 407.

Du sieur Fournier. — (Réduction des droits d'enregistrement qui pèsent sur les immeubles de 300 fr. et au-dessous), t. 2, p. 418.

Du même. — (Réduction à 10 cent. de la taxe des lettres; création de banques populaires de prêts; réduction des droits d'enregistrement sur les immeubles de 300 fr. et au-dessous; simplification du mode de signification des congés pour les petites locations), t. 2, p. 419.

Du sieur Nadaud de Vallette. — (Révision des arti-

cles 158 et 159 du Code de procédure civile, relatifs aux jugements par défaut), t. 2, p. 426.

Du sieur Royer. — (Modification de l'article 14 de la loi de 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique), t. 2, p. 427.

Du sieur Flory. — (Intervention du Gouvernement en faveur des souscripteurs français de l'emprunt tunisien), t. 2, p. 428.

Du sieur Boulay. — (Suppression de la pêche au râteau et à la truble), t. 3, p. 285.

Du sieur Bruneaux. — (Répression du braconnage), t. 3, p. 286.

Du sieur Arsonneaud. — (Abaissement du permis de chasse à 5 fr.), t. 3, p. 287.

Du sieur Maniakys. — (Intérêt du Sénat sur la situation des Crétois), t. 3, p. 289.

Du sieur Barthomeuf. — (Plaintes contre un jugement), t. 3, p. 291.

Du sieur Noyon. — (Inchération des corps), t. 3, p. 315.

Du sieur Clayet. — (Plaintes contre une révocation), t. 3, p. 316.

Du sieur du Boisfétiez. — (Application des circonstances atténuantes aux peines portées par le Code pénal maritime contre tout acheteur d'effets ou d'équipements de marins), t. 3, p. 317.

Du sieur Duquesnay, du sieur France. — (Traitement de la Légion d'honneur), t. 3, p. 319.

Du sieur Gaston Paul. — (Réparation du préjudice que lui a causé le décret du 2 septembre 1862 qui a supprimé les réserves de la boulangerie), t. 3, p. 320.

Du sieur Brière. — (Plaintes contre un jugement), t. 3, p. 323.

Du sieur Strady. — (Assistance judiciaire), t. 3, p. 324.

Pétitions sur lesquelles le Sénat a prononcé la question préalable.

Des sieurs et dame de Colmont [n° 5]. — (Inconstitutionnalité d'arrêtés administratifs concernant les droits d'usage d'un cours d'eau), t. 1, p. 660.

Du sieur Deloge. — (Abrogation de l'article 75 de la Constitution de l'an VIII), t. 2, p. 62.

Liste par ordre alphabétique des pétitionnaires individuels ou collectifs.

Adicourt (D'), t. 3, p. 313.

Armuriers et fabricants d'armes, à Saint-Étienne (Trente-cinq), t. 2, p. 139.

Arsonneau, t. 3, p. 287.

Assurances contre l'incendie (Quatre directeurs de compagnies d'), t. 2, p. 36.

Astier, t. 1, p. 584.

Aude (Mille neuf cent quatre-vingt-seize habitants du département de l'), t. 1, p. 115.

Avocats du barreau de Nancy (Trois), t. 2, p. 67.

Barthomeuf, t. 3, p. 291.

Bastia [Corse] (Trente habitants de), t. 3, p. 312.

Bellemin, t. 1, p. 150.

Bellue, t. 1, p. 147.

Benigni, t. 2, p. 56.

Bergier, t. 1, p. 132.

Bernard, t. 1, p. 100.

Berthier, t. 1, p. 43.

Biallé, t. 1, p. 644.

Bischwiller [Bas-Rhin] (Soixante-neuf habitants de), t. 1, p. 611.

Boisé de Courcenay (De), t. 2, p. 56.

Bonafos, t. 1, p. 145.

Bosquet, t. 1, p. 147.

Bouëtiez (Du), t. 3, p. 317.

Boulay, t. 3, p. 283, 286.

Bouquet, t. 2, p. 77.

- Bournhonet, t. 1, p. 143.
Brasseurs de Paris (Chambre syndicale des), t. 2, p. 156.
 Brière, t. 3, p. 323.
 Brunaux, t. 3, p. 286.
 Busson-Duvivier, t. 1, p. 235.
 Cabourg, t. 2, p. 35.
 Cambon, t. 1, p. 73.
 Cau, t. 1, p. 631.
 Chabannes, t. 1, p. 149.
 Chaume, t. 2, p. 64, 65.
Chemins de fer romains (Actionnaires et obligataires des),
 t. 2, p. 432.
 Ciavatti (Dame), t. 2, p. 56.
 Cintré (Baron Huchet de), t. 2, p. 59.
 Clauda, t. 1, p. 658.
 Clayet, t. 3, p. 316.
 Cléry (Léon), t. 1, p. 71.
 Colmont (Sieur et dame de) [n° 5], t. 1, p. 660.
 Combet, t. 2, p. 58.
Comice agricole de l'arrondissement de Lille [Nord]
 (*Membres du*), t. 2, p. 147.
Conseillers municipaux de Dunes [Tarn-et-Garonne]
 (*Six*), t. 2, p. 43.
Conseillers municipaux de Pavilly [Seine-Inférieure]
 (*Trois*), t. 1, p. 280.
 Cordier, t. 1, p. 666.
 Corlieu, t. 1, p. 622.
 Coulbault, t. 1, p. 145.
 Courcenay (De Boisé de), t. 2, p. 56.
 Courtépée, t. 2, p. 91.
 Crespin, t. 1, p. 85.
 Cros (Du), t. 2, p. 246.
Cultivateurs, à Reims [Marne] (Dix), t. 3, p. 314.
 Daulnoy, t. 2, p. 407.
 Delattre, t. 1, p. 71.
 Delhay, t. 1, p. 140.
 Deloge, t. 2, p. 62, 63; t. 3, p. 296.
 Depeaux, t. 1, p. 84.
 Devivier, t. 1, p. 236.
 Dubois-Fresney, t. 3, p. 281.
 Du Cros, t. 2, p. 246.

- Dufaur, t. 1, p. 100.
 Duhamel, t. 1, p. 82.
 Dujour, t. 1, p. 584.
Dunes [Tarn-et-Garonne] (Six conseillers municipaux de), t. 2, p. 43.
 Dupouy, t. 1, p. 71.
 Duquesnay, t. 3, p. 319.
 Durand (Désiré), t. 1, p. 148.
 Duvert, t. 1, p. 97.
 Escolier, t. 1, p. 39.
 Fallois (Armand de), t. 2, p. 60.
 Fauger, t. 1, p. 149.
 Flachat, t. 2, p. 159.
 Fleurat-Laboige, t. 1, p. 714.
 Flory, t. 2, p. 428.
Fontainebleau [Seine-et-Marne] (Sept habitants de), t. 2, p. 428.
 Formage, t. 2, p. 73.
 Fournès (Marquis de), t. 1, p. 530.
 Fournier, t. 2, p. 418, 419.
 France, t. 3, p. 319.
 Franconi, t. 1, p. 118.
 Gaston Paul, t. 3, p. 320.
 Gaubert, t. 1, p. 103.
 Gauclin, t. 1, p. 534.
 Gauvin, t. 1, p. 669.
 Gestas (Comte de), t. 1, p. 106.
 Gouchon (Honoré), t. 1, p. 657.
 Grand (Émile), t. 1, p. 490.
 Grandin, t. 1, p. 546.
 Grousset, t. 1, p. 518.
 Guillet, t. 1, p. 630.
 Henné, t. 1, p. 83.
 Herrouin, t. 2, p. 52.
 Hivert (Abbé), t. 1, p. 95.
 Hubbard, t. 1, p. 71.
 Huchet de Cintré (Baron), t. 2, p. 59.
 Hugelmann, t. 2, p. 432.
 Hugot, t. 2, p. 74.
Industriels et négociants, à Marseille (Quatre-vingt-dix), t. 1, p. 36.

- Industriels, à Paris (Trois cent quarante-sept)*, t. 1, p. 504.
- Jaffeux (Dame), t. 1, p. 712.
- Jaillot, t. 1, p. 667.
- Jeanson (De), t. 1, p. 642.
- Johannet, t. 1, p. 72.
- Jullien, t. 3, p. 71.
- Lalauze, t. 1, p. 636.
- Lane, t. 1, p. 71.
- Larrouy, t. 1, p. 144.
- Laval (Numa), t. 2, p. 414.
- Leballeur, t. 1, p. 103.
- Legrand (Louis), t. 1, p. 71.
- Lejeune, t. 2, p. 81.
- Lempereur, t. 1, p. 146.
- Levavasseur, t. 2, p. 52.
- Limon, t. 2, p. 240.
- Louchez, t. 2, p. 73.
- Luce, t. 3, p. 277.
- Malaizé, t. 2, p. 247.
- Mallet, t. 1, p. 236.
- Manière, t. 1, p. 642.
- Manitakys, t. 3, p. 289.
- Marchand fils, t. 2, p. 93.
- Marchetti, t. 2, p. 54.
- Marseille [Bouches-du-Rhône] (Vingt-trois habitants de)*, t. 1, p. 584.
- Maureau, t. 1, p. 627.
- Mignot, t. 2, p. 55.
- Milhoua, t. 1, p. 153.
- Millot-Brulé, t. 1, p. 670.
- Nadaud de Vallette, t. 2, p. 55, 426.
- Négociants et industriels, à Marseille (Quatre-vingt-dix)*, t. 1, p. 36.
- Noyon, t. 3, p. 315.
- Numa Laval, t. 2, p. 414.
- Paris (Trois cent quarante-sept commerçants et industriels, à)*, t. 1, p. 504.
- Paris (Sept habitants de)*, t. 1, p. 41.
- Paris (Quatorze habitants de)*, t. 1, p. 44.
- Parron, t. 1, p. 655.

- Pascal, t. 1, p. 34.
 Paul (Gaston), t. 3, p. 320.
Pavilly [Seine-Inférieure] (Trois conseillers municipaux de), t. 1, p. 280.
 Pinel, t. 1, p. 40.
 Pradines, t. 1, p. 658.
 Rabusson, t. 2, p. 47.
 Rageot, t. 2, p. 44.
 Rahn, t. 1, p. 87.
 Régulier, t. 1, p. 659.
Reims [Marne] (Dix cultivateurs, à), t. 3, p. 314.
 Reyre (Clément), t. 1, p. 646.
 Richart, t. 2, p. 242.
 Robardey, t. 2, p. 87.
 Robin, t. 2, p. 54.
 Royer, t. 2, p. 427.
Saint-Quentin [Aisne] (Dix-neuf habitants de), t. 3, p. 297.
 Saint-Victor (De) [n° 662], t. 1, p. 117; t. 2, p. 60, 61.
Saulzoir [Nord] (Quatre habitants de), t. 1, p. 73.
 Saürel, t. 1, p. 74.
 Schlumberger, t. 1, p. 235.
 Sénépart, t. 1, p. 71; t. 3, p. 325.
 Sobie, t. 1, p. 146.
 Stoffel, t. 1, p. 86.
 Strady, t. 3, p. 324.
 Thiennotte, t. 1, p. 120.
 Tissier, t. 2, p. 238.
Tours [Indre-et-Loire] (Quatre cent trente-deux habitants de), t. 2, p. 72.
 Trémoulet, t. 1, p. 651.
Valleraugue [Gard] (Sept habitants de), t. 1, p. 148.
 Valsepres, t. 1, p. 691.
 Vertel (Auguste), t. 1, p. 122.
 Viala, t. 1, p. 668.
 Vincent, t. 2, p. 432.
 Vrignault, t. 1, p. 691.
 Youf, t. 1, p. 90.
 Zacharie (Léon), t. 2, p. 54.

Ponts. — Pétition demandant le rachat des ponts suspendus de Saint-Marcel et de Cuxac-d'Aude, ou l'autorisation de

construire deux autres ponts non suspendus. — Rapport par M. Élie de Beaumont, t. 1, p. 115. — Ordre du jour.

Postes (Administration des).

1. — Pétition réclamant l'abaissement à 10 cent. de la taxe des lettres et l'affranchissement obligatoire. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 668. — Ordre du jour.

2. — Pétition ayant pour but d'obtenir qu'un mandat sur la poste ne puisse être refusé comme paiement d'une dette. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 669. — Ordre du jour.

Pourvoi en cassation. — Pétition demandant que, dans le cas où un condamné à mort refuserait de se pourvoir en cassation, le pourvoi soit formé d'office par le procureur impérial. — Rapport par M. Ferdinand Barrot, t. 1, p. 95. — Ordre du jour.

Presse. — Interpellation relative aux effets généraux de la loi sur la presse. — (*Voy.* Interpellation.)

Procès-verbaux (Incidents à l'occasion de la lecture des).

1. — Procès-verbal lu à la séance du 16 avril. — Observations de MM. le premier président de Royer et Rouland, à l'occasion de la discussion sur la loi approuvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 360 à 366.

2. — Procès-verbal lu à la séance du 26 avril. — Réclamation de M. Lacaze contre une interruption mise à tort à son nom dans le discours de M. Quentin Bauchart sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 3.

Q

QUENTIN BAUCHART (M.). — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt

local, t. 2, p. 553 ; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 4 et 5 d'une convention relative à la concession de plusieurs chemins de fer à exécuter dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais et de l'Aisne, t. 3, p. 171. — Fait un rapport sur cette loi, t. 3, p. 270. — Fait un rapport de pétitions, t. 1, p. 584. — Est entendu : comme rapporteur, dans un incident sur l'ajournement de la discussion relative à des pétitions concernant les droits de succession, t. 2, p. 498 ; — dans la discussion sur ces pétitions, t. 2, p. 630.

Quotité disponible. — (*Voy.* Code Napoléon, n° 2).

R

RANDON (S. Ex. le maréchal comte). — Est nommé président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 2, p. 2. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 100.

Recrutement de l'armée. — Pétition réclamant l'adjonction, dans la composition des conseils de révision, d'un médecin civil. — Rapport par M. Reveil, t. 1, p. 622. — Ordre du jour.

Recrutement de l'armée. — (*Voy.* Appel du contingent.)

Règlement du Sénat.

1. — Incident sur l'application de l'article 14 du règlement, en ce qui concerne les demandes d'ajournement d'une discussion : MM. Le Verrier, le premier président de Royer et le Président, t. 2, p. 487 à 493.

2. — Incident sur la question de savoir si l'ordre du jour proposé doit toujours avoir la priorité, ou si cette priorité doit être accordée aux propositions de la commission. — MM. le Président et le Sénateur-Secrétaire, t. 2, p. 521, 522.

3. — Incident sur l'application de l'article 31 du règlement à la discussion et au vote des diverses lois de finan-

ces: MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, le Président et le baron Dupin, t. 3, p. 501 à 505; le Président, p. 589.

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (S. Ex. le maréchal comte), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président.* — Exprime son vif regret de n'avoir pu assister aux funérailles de S. Ex. le Président du Sénat, t. 1, p. 322.

REVEIL (M.). — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323. — Est nommé membre: de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 553; t. 3, p. 5; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 3, 4 et 5 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs Mangini, relativement à la concession d'un chemin de fer de Lyon à Montbrison, t. 3, p. 170. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 611, 644.

RICHE (M.), *conseiller d'Etat.* — Est désigné, comme commissaire du Gouvernement, pour prendre part à la discussion des pétitions pendant la session de 1869, t. 1, p. 21.

RICHEMONT (M. le baron PAUL DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 2, p. 446. — Est nommé: vice-secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3.

RIGAULT DE GENOUILLY (S. Ex. l'amiral), *ministre de la marine et des colonies.* — Est entendu sur la loi portant création de pensions pour les anciens militaires de la République et de l'Empire (*Solde des officiers généraux du cadre de réserve*), t. 3, p. 459.

ROBERT (M. CHARLES), *conseiller d'Etat.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances, t. 3, p. 346, 490.

ROUHER (S. Ex. M.), *ministre d'Etat.* — Déclare ouverte la session législative de 1869, t. 1, p. 16. — Est entendu sur une interpellation relative aux effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 198, 220. — Sa lettre à M. le premier vice-président relative au décès de S. Ex. le Président du Sénat, t. 1, p. 294. — Est entendu: sur la loi approu-

vant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 355 ; — sur la loi relative aux travaux du Trocadéro et à l'aliénation de terrains détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 386. — Donne lecture du décret qui prononce la clôture de la session, t. 3, p. 595.

ROULAND (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 322. — Est entendu : sur une interpellation relative aux effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 179 ; — sur la loi relative à un appel de 100 000 hommes sur la classe de 1869, t. 2, p. 213 ; — sur la loi approuvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 281, 362 ; — sur la loi relative aux travaux du Trocadéro et à l'aliénation de terrains détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 399 ; — sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 68 ; — sur les lois de finances (*Industrie, commerce*), t. 3, p. 505.

Routes impériales. — Pétition réclamant le déclassement des routes impériales et leur attribution au service départemental. — Rapport par M. Béhic, t. 1, p. 530. — Incident sur l'impression du rapport : MM. le comte de Butenval, Boinvilliers, le Président, le baron Dupin, le Rapporteur et Chaix d'Est-Ange, *sénateur-secrétaire*, t. 1, p. 543 à 546. — Ordre du jour.

ROYER (M. le premier président DE). — Est nommé : vice-président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3 ; — vice-président du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 580. — Est nommé membre : de la commission chargée d'examiner la loi portant approbation d'une convention passée entre l'État et la ville de Paris, au sujet de la place du Roi-de-Rome, et autorisant l'aliénation de terrains domaniaux détachés du jardin du Luxembourg, t. 2, p. 4 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 552. — Demande : la suppression d'une interruption mise à son nom dans le discours de M. Dumas sur la loi approuvant les traités passés entre la ville de Paris et le Crédit foncier, t. 2, p. 360 ; — l'ajournement de la discussion sur la loi réglant la compétence de la cour impériale de Saigon, t. 2, p. 486, 490. — Est entendu dans un incident sur la priorité à accorder, pour le vote,

aux conclusions de la commission ou au renvoi au Gouvernement, demandé pendant la discussion par des Sénateurs, sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 243.

S

SALIGNAC-FÉNELON (M. le comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 485. — Est nommé : secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 322 ; — secrétaire du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre : de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 260 ; t. 3, p. 5 ; — de la 4^e commission des pétitions, t. 2, p. 551. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 34, 70.

Sapeurs pompiers. — Pétition réclamant la réorganisation du corps des sapeurs pompiers dans les communes rurales. — Rapport par M. de Goulhot de Saint-Germain, t. 3, p. 277. — Dépôt au bureau des renseignements.

SARTIGES (M. le comte DE). — Nommé Sénateur par décret du 14 août 1868. — Prête serment à la séance d'ouverture, t. 1, p. 16. — Est admis, t. 1, p. 23. — Est nommé : vice-secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 323 ; — vice-secrétaire du 2^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la commission chargée d'examiner la loi attribuant à la cour impériale de Saïgon les appels des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 1, p. 674. — Fait des rapports de pétitions, t. 2, p. 44, 414. — Est entendu : sur une interpellation relative aux effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 182 ; — comme rapporteur, sur une pétition relative aux fraudes qui se commettent dans le commerce de la graine de vers à soie du Japon, t. 2, p. 516.

SCHRAMM (M. le général comte DE). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la

constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 22.

Secrétaires du Sénat pour la session de 1869. — Leur élection, t. 1, p. 24. — Sont élus : MM. le général comte de La Ruë et Suin.

SÉCUR (M. le comte DE), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 417.

SÉCUR-D'AGUESSEAU (M. le comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 113. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 5. — Demande la question préalable sur une pétition réclamant l'expulsion des jésuites, t. 3, p. 326. — Est entendu : dans un incident sur le mode adopté pour la discussion et le vote des lois de finances, t. 3, p. 501, 504 ; — sur les lois de finances (*Affaires étrangères ; Rome et l'Italie*), t. 3, p. 567.

Sénatus-consulte. — Projet de sénatus-consulte autorisant la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 369. — (*Voy. Sèvres.*)

Séparation de biens. — (*Voy. Code Napoléon, n° 1.*)

Sériciculture. — Pétition demandant que pour éviter les erreurs qui se produisent dans l'achat de graines de vers à soie importées du Japon, il soit créé à Marseille une commission spéciale chargée de contrôler à la douane l'importation de ces semences, et d'estampiller chaque carton, suivant la qualité des graines qu'il renferme. — Rapport par M. le comte de Sartiges, t. 2, p. 414. — Observations : M. Béhic et S. Em. le cardinal Mathieu, p. 417, 418. — Ajournement de la discussion, p. 418. — Discussion : MM. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, t. 2, p. 502, 517 ; le Rapporteur, p. 516 ; Béhic, p. 519. — Ordre du jour.

Serment. — Prestation de serment par MM. les Sénateurs nouvellement nommés, t. 1, p. 16 ; t. 2, p. 30.

constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux Sénateurs, t. 1, p. 22.

Secrétaires du Sénat pour la session de 1869. — Leur élection, t. 1, p. 24. — Sont élus : MM. le général comte de La Ruë et Suin.

SÉGUR (M. le comte DE), conseiller d'État. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de lois d'intérêt local, t. 3, p. 417.

SÉGUR-D'AGUESSEAU (M. le comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, t. 1, p. 113. — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 3, p. 3. — Demande la question préalable sur une pétition réclamant l'expulsion des jésuites, t. 3, p. 326. — Est entendu : dans un incident sur le mode adopté pour la discussion et le vote des lois de finances, t. 3, p. 501, 504 ; — sur les lois de finances (*Affaires étrangères ; Rome et l'Italie*), t. 3, p. 367.

Sénatus-consulte. — Projet de sénatus-consulte autorisant la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 369. — (*Voy. Sèvres.*)

Séparation de biens. — (*Voy. Code Napoléon, n° 1.*)

Sériciculture. — Pétition demandant que pour éviter les erreurs qui se produisent dans l'achat de graines de vers à soie importées du Japon, il soit créé à Marseille une commission spéciale chargée de contrôler à la douane l'importation de ces semences, et d'estampiller chaque carton, suivant la qualité des graines qu'il renferme. — Rapport par M. le comte de Sartiges, t. 2, p. 414. — Observations : M. Béhic et S. Ém. le cardinal Mathieu, p. 417, 418. — Ajournement de la discussion, p. 418. — Discussion : MM. Gaudin, *commissaire du Gouvernement*, t. 2, p. 502, 517 ; le Rapporteur, p. 516 ; Béhic, p. 519. — Ordre du jour.

Serment. — Prestation de serment par MM. les Sénateurs nouvellement nommés, t. 1, p. 16 ; t. 2, p. 30.

Session de 1869. — Procès-verbal de la séance d'ouverture, t. 1, p. 9. — Discours de S. M. l'Empereur, t. 1, p. 12. — Clôture par S. Ex. le ministre d'État, t. 3, p. 595.

Sèvres (Manufacture de). — Projet de sénatus-consulte autorisant la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres. — Lecture, par M. Cornudet, *président de section au Conseil d'État*, de l'exposé des motifs et du texte du projet, t. 2, p. 369. — Rapport par M. le comte Boulay de la Meurthe, t. 3, p. 34. — Adoption, t. 3, p. 34.

SILVESTRE DE SACY (M.). — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3. — Est nommé membre : de la 2^e commission des pétitions, t. 1, p. 323 ; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 447 ; — d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 172.

Sociétés industrielles. — Pétition demandant : 1^o que les sociétés financières ou commerciales soient astreintes à la stricte exécution de leurs statuts ; 2^o que, lorsque la société périclité, le gérant soit obligé de faire connaître aux actionnaires la situation de l'entreprise ; 3^o qu'il soit procédé dans un bref délai à tout règlement et à toute liquidation. — Rapport par M. le comte de Butenval, t. 1, p. 419. — Ordre du jour.

Sourds-muets et aveugles. — Pétition demandant qu'une loi rende obligatoires pour les communes, les départements et l'État, les dépenses nécessitées pour l'instruction des sourds-muets et des jeunes aveugles. — Rapport par M. le vicomte de Barral, t. 1, p. 140. — Ordre du jour.

Successions. — Pétitions relatives aux droits de succession. — (*Voy.* Enregistrement.)

SUNN (M.), l'un des secrétaires élus. — Est élu secrétaire pour la session de 1869, t. 1, p. 24. — Est nommé membre : de la 1^{re} commission des pétitions, t. 1, p. 33 ; — de la com-

mission chargée d'examiner la loi qui divise en deux circonscriptions de justice de paix le canton de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), t. 2, p. 101; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 260, 551; t. 3, p. 5, 173; — de la commission chargée d'examiner un projet de sénatus-consulte relatif à la remise au domaine de l'État des anciens terrains et constructions affectés à la manufacture de Sèvres, t. 2, p. 447; — de la commission chargée d'examiner la loi créant, dans l'arrondissement de Toulon (Var), un nouveau canton de justice de paix dont le chef-lieu est fixé à la Seyne, t. 3, p. 171; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux dépenses du service des enfants assistés, t. 3, p. 172. — Fait des rapports de pétitions, t. 1, p. 518, 712, 714; t. 2, p. 73, 238. — Fait des rapports sur des lois d'intérêt local, t. 3, p. 35, 271, 428. — Est entendu : comme rapporteur, sur des pétitions relatives aux aliénés, t. 1, p. 722; — dans un incident sur la priorité à accorder, pour le vote, aux conclusions de la commission ou au renvoi au Gouvernement, demandé pendant la discussion par des Sénateurs, sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 245.

T

Tabac. — Pétition appelant l'attention du Sénat sur la situation actuelle de la culture du tabac dans les départements du Nord. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 2, p. 147. — Observations de M. Michel Chevalier, p. 154. — Ordre du jour.

TASCHER DE LA PAGERIE (M. le duc DE). — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 32. — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 155.

Théâtres. — Pétition signalant les moyens de porter remède à la situation très-fâcheuse des théâtres et des auteurs dramatiques de province. — Rapport par M. Nisard, t. 1, p. 546. — Ordre du jour. — (*Voy. aussi Cafés-concerts.*)

THIERRY (M. AMÉDÉE). — Fait un rapport de pétition, t. 1, p. 117.

THURY (M. le général). — Est nommé membre : de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 3; — de commissions chargées d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 101, 552; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les stipulations financières d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et la compagnie du chemin de fer du Nord, t. 3, p. 170; — de la commission chargée d'examiner la loi approuvant les articles 3, 4 et 5 d'une convention passée entre le ministre de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, et les sieurs Mangini, relativement à la concession d'un chemin de fer de Lyon à Montbrison, t. 3, p. 170.

THORIGNY (M. le premier président DE). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 155.

TOURANGIN (M.). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant un nouveau Sénateur, t. 2, p. 2. — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est nommé membre : d'une commission chargée d'examiner des lois d'intérêt local, t. 2, p. 553; — de la commission chargée d'examiner la loi relative aux dépenses du service des enfants assistés, t. 3, p. 172. — Est entendu : sur des pétitions présentant des moyens propres à prévenir les inhumations précipitées, t. 1, p. 67; — sur une interpellation relative aux effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 208.

Tours. — Pétition demandant le rétablissement des tours, pour remédier à la mortalité qui pèse sur les enfants nouveau-nés. — Rapport par M. le comte de Salignac-Fénelon, t. 1, p. 34. — Dépôt au bureau des renseignements.

TREHOUART (S. Ex. l'amiral). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner la loi ayant pour objet de modifier la loi de 1831 sur les pensions de l'armée de mer, t. 2, p. 4.

TROPLONG (S. Ex. le premier président), *l'un des grands dignitaires du Sénat, Président.* — Présente à Sa Majesté les vœux du Sénat, à l'occasion du 1^{er} janvier, t. 1, p. 4. —

Son allocution au Sénat à l'ouverture de la session, t. 1, p. 25. — Annonce : les décès de MM. le comte Walewski et le baron de Chassiron, et exprime les regrets du Sénat, *ibid.* ; — les décès de MM. le duc de Tascher La Pagerie et le premier président de Thorigny, et exprime les regrets du Sénat, t. 1, p. 155. — Ses observations : à l'occasion d'une demande d'interpellation sur les effets généraux de la loi sur la presse, t. 1, p. 111 ; — dans la discussion sur l'interpellation relative à la presse, t. 1, p. 169, 210, 219. — M. le premier vice-président annonce son décès, t. 1, p. 293. — Lettre du ministre d'État transmettant un décret qui porte que ses funérailles seront célébrées aux frais du Trésor public, et décret y annexé, t. 1, p. 294, 295. — Procès-verbal des obsèques, t. 1, p. 297.

Tunis. — Pétitions réclamant l'intervention du Gouvernement en faveur des souscripteurs français de l'emprunt tunisien. — Rapport par M. le baron Brenier, t. 2, p. 428. — Ordre du jour.

V

Vaccination. — Pétition demandant que la vaccination soit rendue obligatoire. — Rapport par M. Le Roy de Saint-Arnaud, t. 1, p. 148. — Ordre du jour.

VAILLANT (S. Ex. le maréchal). — Est nommé : vice-président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, t. 1, p. 33 ; — président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, t. 1, p. 322 ; — président du 5^e bureau, 3^e organisation, t. 2, p. 3 ; — président du 3^e bureau, 4^e organisation, t. 2, p. 550. — Est entendu : dans un incident sur la priorité à accorder pour le vote aux conclusions de la commission ou au renvoi au Gouvernement demandé sur des pétitions relatives aux droits de succession, t. 3, p. 247 ; — en comité secret, sur une proposition relative à la publicité des comptes rendus des séances du Sénat, t. 3, p. 469.

VALLÉE (M. OSCAR DE), *conseiller d'État.* — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération : de la loi qui divise en deux circonscriptions de justices de

paix le canton de Boulogne-sur-Mer, t. 2, p. 236; — de la loi attribuant à la cour impériale de Saïgon les appels des jugements des tribunaux consulaires de la Chine, du royaume de Siam et du Japon, et la connaissance des crimes commis par des Français dans les mêmes contrées, t. 2, p. 476; — de la loi qui crée, dans l'arrondissement de Toulon, un nouveau canton de justice de paix à la Seyne, t. 3, p. 271.

VANDAL (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération des lois de finances, t. 3, p. 490.

Vente des biens de mineurs. — (*Voy.* Code de procédure civile.)

Vérification de la constitutionnalité de décrets nommant de nouveaux Sénateurs. — Commissions désignées par le sort, t. 1, p. 22; t. 2, p. 2. — Rapports de ces commissions, t. 1, p. 22, 23; t. 2, p. 29.

VERNIER (M.), *conseiller d'État*. — Assiste, en qualité de commissaire du Gouvernement, à la délibération de plusieurs lois de chemins de fer, t. 3, p. 266, 270, 406.

Vers à soie. — (*Voy.* Sériciculture.)

VICENCE (M. le duc DE). — Est nommé membre de la 3^e commission des pétitions, t. 2, p. 3. — Fait un rapport de pétition, t. 3, p. 291.

Vice-secrétaires du Sénat pour la session de 1869. — Leur élection, t. 1, p. 24. — Sont élus : MM. Béhic et le vice-amiral comte Bouët-Willamez.

VINOY (M. le général). — Est nommé membre d'une commission chargée d'examiner des lois relatives à des échanges d'immeubles, t. 3, p. 172.

W

WALEWSKI (M. le comte). — M. le Président annonce son décès, t. 1, p. 25.

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAHURE
Rue de Fleurus, 9, à Paris

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES

PROCÈS-VERBAUX DU SÉNAT



SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1869

TABLE.

NAPOLÉON (S. A. I. le Prince). — Assiste aux séances des :
2 août, p. 1; 25 août, p. 53; 1^{er} septembre, p. 109;
2 septembre, p. 222; 4 septembre, p. 387; 6 septembre,
p. 437. — Est entendu dans la discussion générale sur le
projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de
la Constitution, p. 174.

A

Amendements. — Incident relatif à une demande d'impression des amendements, qui pourraient être ainsi communiqués à l'avance à MM. les Sénateurs : MM. Larabit, le Président et Le Verrier, p. 304 à 306.

ARISTE (M. D'). — Est nommé secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, p. 54.

B

BAROCHE (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 2 septembre, p. 221. — Est nommé président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, p. 54.

BÉRIC (M.), *l'un des vice-Secrétaires*. — Est nommé vice-président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, p. 55. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 56.

BERNARD (M. CLAUDE). — Nommé Sénateur par décret du 6 mai 1869. — Prête serment et est admis, p. 13. — Est nommé vice-secrétaire du 5^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

BOINVILLIERS (M.). — Est entendu dans un incident sur la position de la question pour le vote de la question préalable sur un amendement au projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, et relatif aux attributions du Sénat, p. 357.

BOITTELE (M.). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 25 août, p. 54.

BONALD (S. Ém. le cardinal DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 54.

BONJEAN (M. le président). — Est entendu dans un incident sur la question de savoir si son amendement relatif aux attributions du Sénat doit être rattaché pour la discussion à l'article 1^{er} ou à l'article 5 du sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 254 à 261 ; — sur une proposition tendant à faire écarter son amendement par la question préalable, p. 322. — Développe son amendement, p. 362.

BONNECHOSE (S. Ém. le cardinal DE). — Est nommé : président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, p. 55 ; — président du 2^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

BOUDET (M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, premier vice-président*. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 56.

BOUËT-WILLAUMEZ (M. le vice-amiral comte), *l'un des vice-Secrétaires*. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant des Sénateurs, p. 10.

- BOULAY DE LA MEURTHE (M. le comte).** — Est entendu dans la discussion générale sur le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 111.
- BOURBEAU (S. Ex. M.), ministre de l'instruction publique.** — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir devant le Sénat la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51.
- BOURQUENEY (M. le comte DE).** — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2, 458.
- BRENIER (M. le baron).** — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, p. 298. — Est entendu sur le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution : art. 2 (*Responsabilité ministérielle*), p. 275; amendement tendant à faire élire le bureau du Corps législatif pour la durée de la législature et à soumettre l'élection du président à l'approbation de l'Empereur, p. 436, 448; art. 10 (*Tarifs de douanes*), p. 511, 516; art. 12 (*Articles abrogés*), p. 524. — Réclame contre la mauvaise impression du *Journal officiel*, p. 389.
- Bureaux du Sénat.** — Formation des bureaux par la voie du tirage au sort, p. 13; — 1^{re} organisation des bureaux, p. 54. — Renouvellement des bureaux, p. 221; — 2^e organisation, p. 298.

G

- CANROBERT (S. Ex. le maréchal).** — Est nommé vice-président du 3^e bureau, 1^{re} organisation, p. 55.
- CASABIANCA (M. le procureur général comte DE).** — Est nommé vice-président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, p. 55. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 56.
- CHASSELOUP-LAUBANT (M. le marquis DE), ministre président le Conseil d'État.** — Est entendu sur un amendement au pro-

jet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, et relatif aux attributions du Sénat, p. 391 ; — sur des amendements relatifs au rétablissement de l'adresse, p. 308.

CHEVALIER (M. MICHEL). — Est entendu dans la discussion générale sur le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 235.

CHEVREAU (M. HENRI). — Est nommé secrétaire du 5^e bureau, 1^{re} organisation, p. 53. — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances des 1^{er} et 2 septembre, p. 110.

CLARY (M. le comte FRANÇOIS). — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, p. 54.

Commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte portant modification de plusieurs articles de la Constitution, p. 53.

Constitution. — Projet de sénatus-consulte portant modification de plusieurs articles de la Constitution. — (*Voy.* Sénatus-consulte).

CORTA (M.). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée d'examiner la constitutionnalité de décrets nommant des Sénateurs, p. 10. — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

D

DARBOY (S. G. Mgr). — Est nommé président du 2^e bureau, 1^{re} organisation, p. 54.

Décrets de l'Empereur.

1. — Décret convoquant le Sénat pour le 2 août, p. 2.

2. — Décret nommant Président du Sénat, M. Rouher, Sénateur, ancien ministre, p. 2.

3. — Décrets nommant des Sénateurs, p. 12, 13.

4. — Décret portant qu'un projet de sénatus-consulte ayant pour objet la modification de plusieurs articles de la Constitution sera porté et lu au Sénat par le garde des sceaux, p. 13.

5. — Décret chargeant, par délégation spéciale, MM. Duvergier, garde des sceaux; le maréchal Vaillant, ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts; Magne, ministre des finances; de Forcade La Roquette, ministre de l'intérieur; le maréchal Niel, ministre de la guerre; l'amiral Rigault de Genouilly, ministre de la marine; Gressier, ministre des travaux publics; le prince de La Tour d'Auvergne, ministre des affaires étrangères; Bourbeau, ministre de l'instruction publique, et Alfred Le Roux, ministre de l'agriculture et du commerce, de soutenir devant le Sénat, conjointement avec les autres personnes désignées par l'article 33 du décret du 5 février 1867, la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51.

6. — Décret chargeant, par délégation spéciale, M. le général Le Bœuf, ministre de la guerre, de soutenir devant le Sénat, conjointement avec les autres personnes désignées par l'article 33 du décret du 5 février 1867, la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 109.

7. — Décret prononçant la clôture de la session extraordinaire, p. 529.

DELANGLE (M. le procureur général), *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président.* — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 55. — Développe une proposition tendant à faire prononcer la question préalable sur un amendement au projet de sénatus-consulte, relativement aux attributions du Sénat, p. 307, 345.

DEVIIENNE (M. le premier président). — Est nommé président du 4^e bureau, 2^e organisation, p. 298. — Est nommé

membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 55. — Fait : un rapport sur le projet de sénatus-consulte, p. 56 ; — un rapport supplémentaire sur le même projet, p. 299. — Est entendu sur le susdit projet : discussion générale, p. 226 ; amendement présentant un moyen de conciliation du désaccord qui pourrait survenir entre les deux chambres par suite du rejet d'une loi par le Sénat, p. 433 ; amendements demandant le rétablissement de l'adresse, p. 488 ; art. 11 (*Rapports entre le Gouvernement et les chambres*), p. 520.

DONNET (S. Ém. le cardinal). — Est nommé président du 5^e bureau, 1^{re} organisation, p. 55.

DUMAS (M.). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant des Sénateurs, p. 10. — Fait un rapport au nom de cette commission, p. 11.

DUPIN (M. le baron). — Est nommé président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, p. 298. — Est entendu sur un amendement au projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, et relatif aux attributions du Sénat, p. 406.

DURUY (M.). — Nommé Sénateur par décret du 21 juillet 1869. — Prête serment et est admis, p. 13. — Est nommé secrétaire du 5^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

DUVERGIER (S. Ex. M.), *garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes*. — Donne lecture de l'exposé des motifs et du projet de sénatus-consulte portant modification de plusieurs articles de la Constitution, p. 14, 15. — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir, devant le Sénat, la discussion de ce projet de sénatus-consulte, p. 51. — Donne lecture du décret de clôture de la session, p. 529.

E

Excuses.

Liste de MM. les Sénateurs qui se sont excusés de ne pouvoir assister aux Séances.

MM.

- BAROQUE, p. 221.
 BOITTELE, p. 54.
 BONALD (S. Ém. le cardinal DE), p. 54.
 BOURQUENEY (le comte DE), p. 2, 458.
 CHEVREAU (HENRI), p. 110.
 FAILLY (le général DE), p. 54.
 FOREY (S. Ex. le maréchal), p. 2.
 GROS (le baron), p. 2.
 GROSSOLLES-FLAMARENS (le comte DE), p. 54.
 LA GUERONNIÈRE (le vicomte de), p. 2.
 LE MAROIS (le comte), p. 2.
 MARTIMPREY (le général vicomte DE), p. 2.
 MATHIEU (S. Ém. le cardinal), p. 2.
 MELLINET (le général), p. 110.
 MÉSONAN (DE), p. 2.
 NIMEREL DE ROUBAIX (le comte), p. 457.
 MORTEMART (le général duc DE), p. 2.
 PADoue (le duc DE), p. 110.
 PERSIGNY (le duc DE), p. 297.
 SULEAU (le vicomte DE), p. 2.

F

FAILLY (M. le général DE). — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant des Sénateurs, p. 10. — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 25 août, p. 54.

FORCADE LA ROQUETTE (S. Ex. M. DE), *ministre de l'intérieur*. — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir devant le

Sénat la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51. — Est entendu sur ce projet de sénatus-consulte, discussion générale, p. 209; art. 10 (*Tarifs de douanes*), p. 513.

FOREY (S. Ex. le maréchal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2.

G

GRESSIER (S. Ex. M.), *ministre des travaux publics*. — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir devant le Sénat la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51.

GROS (M. le baron). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2.

GROSSOLLES-FLAMARENS (M. le comte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 25 août, p. 54. — Est nommé vice-secrétaire du 2^e bureau, 2^e organisation, p. 296.

H

Hommage au Sénat, par Mme la marquise douairière d'Escayrac de Lauture, de *Mémoires sur la Chine*, publiés par son fils, feu le comte d'Escayrac de Lauture, p. 54.

HUBERT-DELISLE (M.) — Est entendu : dans un incident sur la question de savoir si un amendement de M. le président Bonjean, relatif aux attributions du Sénat, doit être rattaché, pour la discussion, à l'article 1^{er} ou à l'article 5 du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 258. — Développe un amendement au projet de sénatus-consulte, tendant au rétablissement de l'adresse, p. 459, 504.

L

LACAZE (M.). — Est nommé vice-secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, p. 55. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 56. — Est entendu dans un incident sur la question de savoir si un amendement de M. le président Bonjean, relatif aux attributions du Sénat, doit être rattaché, pour la discussion, à l'article 1^{er} ou à l'article 3 du sénatus-consulte, p. 259.

LADOUCKETTE (M. le baron DE). — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, p. 55.

LA GUERONNIÈRE (M. le vicomte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 2 août, p. 2. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 56. — Est entendu : dans un incident sur la fixation du jour de la discussion du projet de sénatus-consulte, p. 106; — dans un incident sur la question de savoir si un amendement de M. le président Bonjean, relatif aux attributions du Sénat, doit être rattaché, pour la discussion, à l'article 1^{er} ou à l'article 3 du sénatus-consulte, p. 257; — sur une proposition tendant à faire écarter l'amendement de M. Bonjean par la question préalable, p. 331.

LA HUTTE (M. le général vicomte DE). — Est nommé : président du 4^e bureau, 1^{re} organisation, p. 55; — vice-président du 1^{er} bureau, 2^e organisation, p. 298.

LARABIT (M.). — Est nommé vice-président du 4^e bureau, 2^e organisation, p. 298. — Est entendu sur le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution : discussion générale, p. 171; amendements réclamant le rétablissement de l'adresse, p. 487. — Réclame contre la non-impression des amendements avant l'ouverture d'une discussion, p. 304.

LARRABURE (M.). — Nommé Sénateur par décret du 6 mai 1869. — Prête serment et est admis, p. 13. — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, p. 54.

LA RUE (M. le général comte DE), *l'un des secrétaires élus.* — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité d'un décret nommant des Sénateurs, p. 10. — Est entendu dans la discussion générale sur le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 152.

LA TOUR D'AUVERGNE (S. Ex. le prince DE), *ministre des affaires étrangères.* — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir, devant le Sénat, la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51.

LA VALETTE (M. le marquis DE). — Est nommé président du 3^e bureau, 2^e organisation, p. 296. — Est entendu dans un incident sur la position de la question pour le vote de la question préalable sur un amendement au projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, et relatif aux attributions du Sénat, p. 339.

LE BOEUF (S. Ex. le général), *ministre de la guerre.* — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir devant le Sénat la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 109.

LEBRUN (M.). — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

LE MAROIS (M. le comte). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2.

LE ROUX (S. Ex. M. ALFRED), *ministre de l'agriculture et du commerce.* — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir devant le Sénat la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution,

LEROY (M. le baron ERNEST). — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

LE ROY DE SAINT-ARNAUD (M.). — Est nommé secrétaire du 2^e bureau, 1^{re} organisation, p. 54.

LE VERRIER (M.). — Est nommé vice-secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, p. 53. — Réclame contre la non-impression des amendements à mesure de leur présentation, p. 305, 306. — Est entendu contre une proposition tendant à faire écarter par la question préalable un amendement proposé par M. le président Bonjean au projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, et relatif aux attributions du Sénat, p. 350.

LUZY DE PELLESSAC (M. le général marquis DE). — M. le Président annonce son décès, p. 6.

M

MAGNE (S. Ex. M.), *ministre des finances*. — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir, devant le Sénat, la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51. — Est entendu dans la discussion sur le projet de sénatus-consulte : amendement tendant à faire élire le bureau du Corps législatif pour la durée de la législature, et à soumettre l'élection du président à l'approbation de l'Empereur, p. 444; amendements réclamant le rétablissement de l'adresse, p. 491, 508.

MALLET (M. le comte). — M. le Président annonce son décès, p. 6.

MARNAS (M. DE). — Est nommé secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation, p. 298.

MARTIMPREY (M. le général vicomte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2.

MATHIEU (S. Ém. le cardinal). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2.

MAUPAS (M. DE) — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 56. — Est entendu sur l'article 2 (*Responsabilité des ministres*) du projet de sénatus-consulte, p. 264.

MELLINET (M. le général). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 110.

MESLIN (M. le général). — Nommé Sénateur par décret du 6 mai 1869. — Prête serment et est admis, p. 13.

MÉSONAN (M. DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2.

MINEREL DE ROUBAIX (M. le comte). — S'excuse de ne pouvoir assister à la séance du 6 septembre, p. 457.

MONIER DE LA SIZERANNE (M. le comte). — Est nommé vice-secrétaire du 1^{er} bureau, 2^e organisation, p. 298. — Est entendu dans la discussion générale du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 161.

MORTEMART (M. le général duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2.

N

NAPOLÉON (S. A. I. le Prince). — (*Voyez en tête de la table*).

NIEL (S. Ex. le maréchal), *ministre de la guerre*. — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir devant le Sénat la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51.

P

PAIBUE (M. le duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister à

la séance du 4^{er} septembre, p. 110. — Est nommé secrétaire du 4^e bureau, 1^{re} organisation, p. 35.

PERSIGNY (M. le duc DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 297.

Procès-verbal lu à la séance du 4 septembre. — Explication, par M. Rouland, des motifs de son absence lors du vote sur son amendement à l'article 2 du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 387. — Réclamation de M. le baron Brenier sur la mauvaise impression du *Journal officiel*, p. 389.

Q

QUENTIN BAUCHART (M.). — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 56. — Est entendu dans la discussion générale sur ce projet de sénatus-consulte, p. 133.

Question préalable. — Incident tendant à faire prononcer la question préalable sur un amendement au projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution. — (*Voyez* Sénatus-consulte, art. 5).

R

REGNAUD DE SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (S. Ex. le maréchal comte, *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président*). — Est nommé vice-président du 2^e bureau, 2^e organisation, p. 54.

RIGAULT DE GENOUILLY (S. Ex. l'amiral), *ministre de la marine et des colonies*. — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir devant le Sénat la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51.

ROUHER (S. Ex. M.), *l'un des grands dignitaires du Sénat, Président*. — Est nommé Président du Sénat par décret du 20 juillet, p. 2. — Son allocution en prenant place au fauteuil, p. 3. — Ses observations : dans un incident sur la question de savoir si un amendement relatif aux attributions du Sénat doit être rattaché pour la discussion à l'article 1^{er} ou à l'article 5 du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 253 à 263 ; — dans un incident sur la position de la question pour le vote de la question préalable sur l'amendement ci-dessus, p. 356 à 359 ; — dans un incident relatif à une demande d'impression des amendements lors de leur présentation, p. 304 à 306 ; — dans un discours de M. le comte de Ségur-d'Aguesseau sur le rétablissement de l'adresse, p. 473, 476.

ROULAND (M.). — Explique les motifs de son absence lors du vote sur son amendement à l'article 2 du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 387.

ROYER (M. le premier président DE, *l'un des grands dignitaires du Sénat, vice-président*). — Est entendu : dans un incident sur la question de savoir si un amendement de M. le président Bonjean, relatif aux attributions du Sénat, doit être rattaché, pour la discussion, à l'article 1^{er} ou à l'article 5 du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 260 ; — dans un incident sur la position de la question pour le vote de la question préalable sur l'amendement ci-dessus, p. 338.

S

SALIGNAC-FÉNELON (M. le comte DE). — Est nommé : secrétaire du 3^e bureau, 1^{re} organisation, p. 53 ; — vice-secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

SARTIGES (M. le comte DE). — Développe un amendement au projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, et relatif à un moyen de conciliation du désaccord qui pourrait survenir entre les deux chambres par suite du rejet d'une loi par le Sénat, p. 426.

SÉCUR-D'AGUESSEAU (M. le comte DE). — Est entendu : sur un fait personnel, à l'occasion du discours de S. A. I. le Prince Napoléon sur le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 222; — sur des amendements tendant au rétablissement de l'adresse, p. 474, 486, 506; — sur l'article 11 (*Rapports entre les grands corps de l'État*), p. 518, 520.

sénatus-consulte. — Projet de sénatus-consulte portant modification des articles 6 (§ 2), 8, 13, 24 (§ 2), 26, 40, 43 et 44 de la Constitution, et de l'article 1^{er} du sénatus-consulte du 31 décembre 1861. — Lecture, par M. Duvergier, *garde des sceaux, ministre de la justice et des cultes*, de l'exposé des motifs et du texte du projet, p. 15, 28. — Nomenclature des chapitres du budget, annexée au projet de sénatus-consulte, p. 31. — Rapport par M. le premier président Devienne, p. 56. — Nouvelle rédaction du projet de sénatus-consulte, p. 102. — Rapport supplémentaire, p. 299. — Rédaction définitive, p. 301. — Incident sur la fixation du jour de la discussion : M. le vicomte de La Guéronnière, p. 106. — Discussion générale : MM. le comte Boulay de la Meurthe, p. 111; Quentin Bauchart, p. 133; le général comte de La Ruë, p. 152; le comte Monier de La Sizeranne, p. 161; Larabit, p. 171; S. A. I. le Prince Napoléon, p. 174; S. Ex. M. de Forcade La Roquette, *ministre de l'intérieur*, p. 209; MM. le premier président Devienne, *rapporteur*, p. 226; Michel Chevalier, p. 235. — Art. 1^{er} : Incident sur la question de savoir si un amendement de M. le président Bonjean relatif aux attributions du Sénat doit être rattaché pour la discussion à l'article 1^{er} ou à l'article 5 : MM. le Président, le président Bonjean, le vicomte de La Guéronnière, Hubert-Delisle, Lacaze, le premier président de Royer, p. 253 à 263. Renvoi de la discussion à l'article 5, p. 263. Adoption de l'article 1^{er}, p. 264. — Art. 2 : MM. de Maupas, *ibid.*; le baron Brenier, p. 275. Lecture d'un amendement de M. Rouland tendant au rejet de l'article 2 et subsidiairement à sa ratification par un plébiscite, p. 293. Adoption de l'article, *ibid.* Rejet de l'amendement subsidiaire, p. 294. — Art. 3 et 4, adoption, p. 294, 295. — Art. 5. Amendement de M. le

président Bonjean relatif aux attributions du Sénat, p. 306. Proposition de la question préalable sur cet amendement : MM. le procureur général Delangle, p. 307, 345 ; le président Bonjean, p. 322 ; le vicomte de La Guéronnière, p. 331 ; Le Verrier, p. 350. Incident sur la position de la question pour le vote de la question préalable : MM. le Président, Boinvilliers, le premier président de Royer et le marquis de Lavallette, p. 356 à 359. Vote au scrutin : rejet de la question préalable par 75 voix contre 43 ; liste des votants, p. 360. Discussion de l'amendement : MM. le président Bonjean, p. 362 ; le marquis de Chasseloup-Laubat, *ministre présidant le Conseil d'État*, p. 391 ; le baron Dupin, p. 406. Vote au scrutin : rejet de l'amendement par 112 voix contre 10 ; liste des votants, p. 423. Amendement présentant un moyen de conciliation du désaccord qui pourrait survenir entre les deux chambres par suite du rejet d'une loi par le Sénat : MM. le comte de Sartiges, p. 426 ; le rapporteur, p. 433. Rejet, p. 435. Adoption de l'article 5, *ibid.* — Art. 6 : amendement tendant à faire élire le bureau du Corps législatif pour la durée de la législature, et à soumettre l'élection du président à l'approbation de l'Empereur : M. le baron Brenier, p. 436, 448 ; S. Ex. M. Magne, *ministre des finances*, p. 444. Rejet, p. 454. Adoption de l'article, *ibid.* — Art. 7 : amendements réclamant le rétablissement de l'adresse : MM. Hubert-Delisle, p. 459, 504 ; le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 474, 486, 506 ; le rapporteur, p. 485 ; Larabit, p. 487 ; le ministre des finances, p. 491, 508 ; le ministre présidant le Conseil d'État, p. 508. Rejet de l'amendement de M. Hubert-Delisle, p. 509 ; retrait des amendements de MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau et Larabit, *ibid.* — Adoption des articles 7, 8 et 9, p. 510, 511. — Art. 10 : MM. le baron Brenier, p. 511, 516 ; le ministre de l'intérieur, p. 513. Adoption, p. 518. — Art. 11 : MM. le comte de Ségur-d'Aguesseau, p. 518, 520 ; le rapporteur, p. 520. Adoption, p. 524. — Art. 12 : M. le baron Brenier, p. 524. Adoption, p. 526. — Vote au scrutin sur l'ensemble : adoption du sénatus-consulte par 129 voix contre 3 ; liste des votants, p. 526.

Serment. — Prestation de serment par les Sénateurs nouvellement nommés, p. 13.

SILVESTRE DE SACY (M.). — Est nommé secrétaire du 3^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

SUIN (M.), l'un des secrétaires élus. — Est nommé membre de la commission chargée d'examiner le projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 56.

SULEAU (M. le vicomte DE). — S'excuse de ne pouvoir assister aux séances, p. 2.

T

TARENTE (M. le duc DE). — Nommé Sénateur par décret du 6 mai 1869. — Prête serment et est admis, p. 13.

TAYLOR (M. le baron). — Nommé Sénateur par décret du 6 mai 1869. — Prête serment et est admis, p. 13.

TOURANGIN (M.). — Est nommé vice-président du 5^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

V

VAILLANT (S. Ex. le maréchal), ministre de la maison de l'Empereur et des beaux-arts. — Est désigné, par le sort, pour faire partie d'une commission chargée de vérifier la constitutionnalité de décrets nommant des Sénateurs, p. 10. — Fait un rapport au nom de cette commission, p. 11. — Est nommé président du 5^e bureau, 2^e organisation, p. 298. — Est chargé, par délégation spéciale, de soutenir devant le Sénat la discussion du projet de sénatus-consulte modifiant plusieurs articles de la Constitution, p. 51.

Vérification de la constitutionnalité de décrets nommant des Sénateurs. — Commissions désignées par le sort, p. 10. — Rapports de ces commissions, p. 11.

VUITY (M.). — Nommé Sénateur par décret du 21 juillet 1869. — Prête serment et est admis, p. 13. — Est nommé : vice-président du 1^{er} bureau, 1^{re} organisation, p. 54 ; — vice-président du 3^e bureau, 2^e organisation, p. 298.

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CH. LAHURE
Rue de Fleurus, 9, à Paris
